

Rapport annuel 2000-2001

Table des matières

[Présentation de l'organisme](#)

[Message du président](#)

[Les membres du Conseil d'administration de l'UQCN 2000 – 2001](#)

[L'équipe de l'UQCN](#)

[Rapport de la coordonnatrice administrative](#)

[Sommaire des activités 2000-2001](#)

1. [Commission Agriculture](#)

[Les actions de l'UQCN en 2000-2001](#)

[Institut de recherche et de développement en agroenvironnement \(IRDA\)](#)

2. [Commission Aires protégées](#)

[La Stratégie québécoise sur les aires protégées](#)

[Les motoneiges dans certains parcs de conservation](#)

[Le réseau des parcs québécois](#)

[Interventions à titre conseil aux niveaux national et provincial](#)

3. [Commission Biodiversité](#)

[Gestion des oiseaux migrateurs](#)

[Espèces menacée](#)

[Organismes génétiquement modifiés \(OGM\)](#)

[Groupe de travail pour la sensibilisation sur les pesticides en milieu urbain](#)

[Protection d'habitats](#)

[Les Ateliers techniques de conservation de la nature](#)

a) [Bref aperçu du projet ateliers sur la conservation](#)

b) [Les objectifs](#)

c) [Les réalisations en 2000-2001](#)

[Le programme ZICO \(zones importantes pour la conservation des oiseaux\)](#)

[Les réalisations du programme ZICO en 2000-2001](#)

a) [Ce qu'est le programme ZICO](#)

- b) [La désignation d'une ZICO](#)
- c) [Le programme de conservation](#)

4. [Commission Énergie et transports](#)

[Énergie](#)

[Changements climatiques](#)

[Transports](#)

5. [Commission forêt](#)

6. [Commission affaires internationales](#)

[Madagascar](#)

[Chili](#)

7. [L'ÉcoRoute de l'information](#)

8. [Le Saint-Laurent](#)

[Île-aux-chats](#)

[Comité consultatif Saint-Laurent Vision 2000](#)

[Stratégies Saint-Laurent](#)

9. [Affiliations de l'UQCN hors-Québec](#)

10. [Autres activités](#)

[Fonds d'action québécois pour le développement durable \(FAQDD \)](#)

[Les membres et les donateurs de l'UQCN](#)

[Communiqués et revue de presse 2000-2001](#)

Présentation de l'organisme

L'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN)

Penser globalement, agir localement

L'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) est un organisme national sans but lucratif dont la mission fondamentale est de faire progresser le Québec vers les trois objectifs suivants :

- maintenir les processus écologiques essentiels à la vie ;

- préserver la diversité biologique ;
- favoriser l'utilisation durable des espèces, des écosystèmes et des ressources.

Fondée en 1981, l'UQCN regroupe des individus et des organismes œuvrant dans les domaines de l'environnement et de la conservation.

L'UQCN travaille de plusieurs façons à la rencontre de ses grands objectifs : l'éducation, la sensibilisation, la recherche, la participation aux consultations et les avis ou prises de position publics sont les principaux moyens retenus.

Depuis sa fondation, l'organisme s'est prononcé publiquement sur un grand nombre de questions environnementales: la loi québécoise des forêts, la gestion de l'eau, la réduction de la pollution agricole, la loi fédérale sur la protection de l'environnement, la loi provinciale sur les pesticides, la consultation sur la gestion des matières résiduelles, la gestion de la faune, l'élargissement du réseau des aires protégées, etc.

L'UQCN a fondé Stratégies Saint-Laurent et a participé à la création d'ÉcoSommet. Elle a réalisé l'ÉcoRoute de l'information, principal site francophone à caractère environ-ne-mental sur le Web ; elle a publié une carte présentant l'ensemble des sites protégés et à protéger du Québec méridional (*Les milieux naturels du Québec méridional*); elle a lancé les Guides pour la protection des cours d'eau (*Santé et environnement pour la protection des cours d'eau*); elle a créé en 1984 et publié jusqu'en juin 1999, le magazine *Franc-Vert* ; enfin conjointement avec *Franc-Vert*, l'UQCN a fait la promotion de l'éducation relative à l'environnement par le biais de son concours photo annuel « La nature du Québec en images ».

Au cours des deux dernières années, l'UQCN a notamment coordonné le volet québécois du programme international ZICO (zone importante pour la conservation des oiseaux) ; a conçu et organisé la tenue d'ateliers régionaux de formation sur la conservation des milieux naturels ; a mené des campagnes d'information publiques sur les changements climatiques ; et siège sur plusieurs comités agroenvironnementaux voués à la recherche de solutions pour réduire la pollution agricole.

Message du président

«Un réseau qui se développe, se ramifie»

Il y a deux ans je vous présentais un rapport sur une situation financière difficile qui a amené l'UQCN au bord de la faillite. Le rapport de l'an dernier faisait part des efforts de «reconstruction» de l'organisme. Ceci passait en grande partie par une réorientation vers le réseau de l'UQCN, ses affiliés et ses membres individuels.

Cette année, je crois que je puis vous dire que l'UQCN a atteint un bon rythme de croisière dans le travail au sein de son réseau. Les activités sont si nombreuses que nous avons décidé de ne pas tenir un colloque en parallèle à l'Assemblée générale comme par le passé; nous mettons un accent plutôt sur le maintien et même sur l'accélération du rythme actuel au sein des commissions plutôt que sur une réunion un peu arbitraire de celles-ci. Les membres ayant indiqué un intérêt à collaborer au sein d'une des commissions seront contactés, dans la mesure de nos moyens organisationnels.

C'est sur les activités en réseau, vues comme un ensemble, que je voudrais mettre l'accent cette année. J'ai mentionné l'an dernier les engagements de l'UQCN dans le dossier des aires protégées et dans le développement de zones d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO). Ces dossiers constituent toujours des priorités.

Pour la première fois, l'intervention d'une fondation américaine nous a permis l'embauche d'une personne à demi temps en soutien aux bénévoles de la Commission aires protégées. Son travail dans le réseau permet de constater l'importance de ce changement d'orientation. L'effort de viser le niveau national et d'intervenir auprès des gouvernements provincial et fédéral a rencontré un problème assez typique depuis plusieurs mois; en effet, nous constatons un ralentissement, sinon un arrêt, dans les engagements du gouvernement du Québec pour la mise en œuvre de la Stratégie québécoise sur les aires protégées. Entretemps, l'UQCN avait mis un accent sur le développement de réseaux régionaux pour assurer un avancement du dossier au moins dans quelques sites. Le travail en région est amorcé et constitue une intervention complémentaire à celles au niveau national. Je vous laisse voir le rapport de la Commission aires protégées pour plus de détails.

Dans le cadre des ZICO, le soutien à des organismes locaux prêts à assurer la mise en œuvre de plans d'action pour leurs sites avance bien, et le résultat est une multiplication d'intervenants et d'interventions qui ne peut se faire à partir d'efforts au niveau national. Dans ce cas, comme dans celui des aires protégées, l'obtention d'un financement pour le travail a été crucial, tout en étant nouvelle. En effet, c'est grâce à un travail de collaboration entre l'UQCN et la Fédération canadienne de la nature, dont l'UQCN est l'intervenant québécois, que des fonds importants ont été obtenus de sources privées et publiques pour ces activités; dans le passé, il était rare de voir de tels fonds disponibles pour des interventions visant à protéger la biodiversité. Je vous réfère au rapport de la Commission biodiversité pour plus d'informations.

Les travaux de cette dernière Commission sont plus larges que le seul programme ZICO. Suite à une consultation auprès de bon nombre des membres de son réseau, l'UQCN a pu mieux cerner un besoin des organismes affiliés et d'autres organismes en région en matière de développement des capacités. Un programme «*Les ateliers sur les techniques de conservation*» a été développé et du financement trouvé, et déjà deux ateliers ont eu lieu avec des intervenants régionaux pour commencer le travail d'information et de formation qui avait été identifié comme nécessaire. Le premier atelier a eu lieu à Rimouski en octobre, le deuxième a eu lieu au début novembre à Chicoutimi alors que le troisième se déroulait à Sherbrooke les 22 et 23 novembre. Ils ont permis à l'UQCN de renouer ou d'établir de nouveaux contacts avec de nombreux groupes partageant ses préoccupations et ses objectifs.

Même dans le secteur de l'énergie, domaine difficile s'il en est, pour des interventions un peu structurées de la société civile, le lancement par le Gouvernement d'un programme de construction de petites centrales par des entreprises privées a suscité une intervention rapide de l'UQCN. Conjointement avec trois autres partenaires au niveau provincial et près d'une centaine de groupes qui sont venus en appui à la démarche, une campagne «*Adoptez une rivière*» a été lancée, dont l'objectif est d'empêcher la construction de barrages et de centrales hydro-électriques sur vingt-quatre rivières de la province, bon nombre sur des sites et même sur des rivières vierges. Le travail a permis l'établissement, encore une fois, de nombreux contacts avec des organismes en région et un renforcement du réseau que l'UQCN cherche à bâtir en collaboration avec ses partenaires.

Les dossiers en foresterie et en agriculture, soulignés l'an dernier, sont également renforcés par des interventions en région. Grâce à un financement important, l'UQCN a lancé cet automne une consultation soutenue du milieu dans six régions où l'agriculture constitue une activité majeure, dans le cadre de son programme «*Chantier pour une agriculture respectueuse de l'eau*». Comme dans les autres activités mentionnées, le travail comportera sûrement une amélioration de ses contacts avec les populations et les organismes du milieu dans ces régions, en complément à sa collaboration au sein de nombreux comités multipartites avec des intervenants à l'échelle nationale.

En foresterie, suite à plusieurs années de travail de préparation, l'UQCN a pu parrainer et ensuite travailler pour la mise en place d'un nouvel intervenant dans le domaine, l'organisme de certification Forest Stewardship Council (FSC), qui permettra d'assurer une voix aux organismes du milieu dans les années à venir. Déjà, un autre processus de certification parallèle, celui de l'Association canadienne des normes (CSA) voit la création de comités consultatifs; l'UQCN siège au comité consultatif de la compagnie Kruger via une collaboration avec un affilié de longue date, le Parc-Nature de la Pointe-aux-outardes à Baie Comeau.

Ce petit survol d'une partie des activités de l'UQCN pendant l'année me permet donc de faire un rapport que je considère très encourageant. D'une part, les résultats, comme c'est le cas depuis vingt ans, proviennent de l'engagement soutenu des membres bénévoles de l'organisme. Mais d'autre part, il faut souligner l'importance de l'appui à ces activités par des permanents compétents et dévoués; les commissions biodiversité, aires protégées et agriculture en profitent actuellement. Pour l'année en cours, il y a une possibilité pour le financement d'un personnel permanent en soutien aux commissions foresterie et énergie. Je puis vous dire que la différence entre les interventions des bénévoles seul(e)s et celles permises par la présence d'un permanent sur une base quotidienne est énorme, d'après les récentes expériences de l'UQCN pouvant profiter, presque pour la première fois, de ressources financières dans ses domaines prioritaires.

Je dois néanmoins préciser le sens de «permanent(e)» dans ces dernières remarques. En effet, il s'agit d'employés embauchés sur la base de contrats et de projets acceptés pour financement par différents bailleurs de fonds; un seul soutien administratif de base provient du programme de financement statutaire du ministère de l'Environnement. L'UQCN est bien consciente que les apports financiers en cause ne sont justement pas «permanents» et qu'une telle situation exige d'autres démarches, d'autres engagements.

Je voudrais donc souligner en terminant la formation d'un comité de financement au sein du conseil d'administration de l'organisme, dont le mandat de base est de rechercher un financement plus stable, plus «permanent», justement. Les sollicitations postales auxquelles bon nombre d'entre vous répondez constituent un des axes prioritaires prévus par l'UQCN pour mieux asseoir son avenir en ce sens. Plutôt qu'un irritant reçu par la poste, je vois – et je crois que vous voyez – dans cette opération un moyen pour l'organisme de rejoindre les milliers de personnes qui veulent justement qu'il y ait une institution comme l'UQCN au cœur des débats pour un meilleur environnement et pour une meilleure société au Québec.

En dépit de quelques ratés dans la «reconstruction», dont un manque partiel de suivi du potentiel des membres bénévoles prêts à collaborer, l'UQCN a donc fait des progrès importants dans un effort de relier justement ses interventions sur le terrain et le maintien d'une présence nationale, par les bénévoles et par les permanents.

Au cœur de ce travail se loge la vraie «permanente» de l'UQCN, la directrice administrative qui œuvre avec nous depuis maintenant douze ans. À travers la période de transition difficile, tout comme avant et depuis, Diane Pagé assure une stabilité et une coordination des nombreuses activités au bureau qui assure une continuité et une efficacité dans nos interventions.

Harvey Mead

Les membres du Conseil d'administration de l'UQCN 2000 – 2001

Louis Bélanger, Secrétaire

Représentant des membres individuels

Louis Bélanger est professeur à la Faculté de foresterie et de géomatique de l'Université Laval. Il y a gradué en biologie et obtenu un doctorat en aménagement forestier et sylviculture. Il enseigne l'aménagement intégré des ressources

forestières et l'écologie appliquée.

Ses travaux de recherche portent principalement sur les aspects fauniques, récréatifs et paysagers d'un aménagement durable des forêts. Il est directeur scientifique de la Forêt Montmorency, la forêt d'enseignement et de recherche de l'Université Laval. M. Bélanger s'intéresse également à l'aménagement des aires protégées. Il a entrepris des études dans les parcs nationaux au Québec en vue de protéger leur intégrité écologique.

Dans ses loisirs, il est un passionné de plein air. Il pratique le canot camping, la randonnée, la pêche et la chasse. C'est un ornithologue et un débutant mycologue.

Michel Bélanger, LL. M., Premier vice-président

Centre québécois du droit de l'environnement

Michel Bélanger est avocat à la firme Lauzon Bélanger s.e.n.c., spécialisé en recours collectif et en droit de l'environnement. Parmi les recours collectifs dont il a la charge, soulignons celui des sinistrés du Saguenay contre la Stone Consolidated, des riverains du réservoir Témiscamingue contre Travaux Publics Canada, des riverains du Lac Heney contre une pisciculture et le MEF, des citoyens de St-Jean-sur-Richelieu contre le ministère de la Défense.

Michel Bélanger combine la double formation de notaire et d'avocat, il a complété une maîtrise en droit public à l'Université de Montréal et un diplôme d'études spécialisées en environnement et aménagement du territoire à l'Université Robert Schuman de Strasbourg (France).

Il enseigne le droit de l'environnement à l'École Polytechnique de Montréal. Il a été président et fondateur du Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE), où il siège actuellement comme administrateur, il est vice-président de l'Union québécoise pour la conservation de la nature depuis 1993, exception faite de l'année 1996 où il a siégé à titre de commissaire pour l'audience générique sur la gestion des matières résiduelles. Il est commissaire additionnel au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Il a publié différents articles et ouvrages dont le dernier porte sur «La responsabilité de l'État et ses sociétés mandataires en environnement» (Éditions Yvon Blais inc., 1994).

Mylène D'Aoust, Vice-présidente

Représentante des membres individuels

Mylène D'Aoust est agronome consultante en agriculture et environnement. Elle est titulaire d'un baccalauréat en agronomie avec majeure en conservation des ressources renouvelables de l'université McGill (B.Sc. Agr., 1989). Ses travaux portent sur le développement de solutions applicables à diverses problématiques environnementales, plus précisément en ce qui concerne la restauration des milieux dégradés. Elle offre ses services sous la bannière de Ecovision : habitats fauniques, berges de cours d'eau, sites miniers, carrières et sablières, sites d'enfouissement, sols perturbés ainsi que divers écosystèmes font l'objet d'interventions de restauration des sols et de végétalisation. Son travail à l'UPA en 1998-1999 à titre d'agent de développement de l'agroenvironnement lui a permis de s'impliquer dans la communauté agricole et d'en comprendre la dynamique.

Mylène fait partie de la commission agriculture de l'UQCN. Elle est également membre fondateur de la SODAQ (la Société de l'Arbre du Québec) avec laquelle elle travaille à de nombreux dossiers. La SODAQ a pour mission la promotion de l'arbre à des fins autres que commerciales. Elle est également membre fondateur du GRASPE (le Groupe de Réflexion et d'Action pour la Santé et la Protection de l'Environnement), un groupe qui œuvre sur des dossiers qui impliquent les citoyens de la municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier. Les incertitudes scientifiques reliées aux effets sur les écosystèmes de l'épandage de Bti pour le contrôle des insectes piqueurs sont au cœur des préoccupations actuelles du GRASPE.

Bernard Gauthier, Vice-président

Représentant des membres individuels

Monsieur Gauthier est professeur agrégé à l'Institut d'économie appliquée de l'École des Hautes Études Commerciales à Montréal. Suite à un baccalauréat en urbanisme (B.Sc. 1982) et à une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Montréal (M.Sc. 1985), M. Gauthier a obtenu un Ph.D. en économie appliquée et sciences de la gestion de l'Université de Pennsylvanie (1989) et a effectué un stage post-doctoral au *Centre in Political Economy* de l'Université Washington à St-Louis.

Professeur depuis 1991 aux Hautes Études Commerciales, M. Gauthier est principalement actif dans le domaine de l'analyse des politiques et des finances publiques. Il est également impliqué dans les questions d'analyse de politiques de développement international, ayant agi depuis 1992 comme consultant universitaire pour différents organismes internationaux, dont la Banque mondiale et l'Union douanière et économique de l'Afrique Centrale.

Richard Gendron, Vice-président

Société de promotion d'alternatives des Cantons de l'Est (SPACE)

Richard Gendron est titulaire d'un Baccalauréat en sciences sociales de l'Université Bishop's et d'une maîtrise en sciences humaines des religions de l'Université de Sherbrooke. Depuis janvier 2001, il est inscrit au programme de doctorat en anthropologie à l'Université de Montréal.

Vice-président (problématique de la pollution de l'air) de l'UQCN depuis 1999, il est actif au sein du mouvement environnemental depuis 1986. Il a siégé au Conseil d'administration du Réseau québécois des groupes écologistes (1987-92) et il a travaillé de façon contractuelle, de 1992 à 2000, pour la Société de promotion d'alternatives des Cantons de l'Est (SPACE) et pour l'UQCN. Ses principaux champs d'activités sont : campagnes de sensibilisation du public en matière de pollution atmosphérique; recherche et interventions sur les politiques énergétiques et les changements climatiques.

Richard Gendron a participé aux négociations de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques (membre de la délégation du Canada au CNI-10, à Genève, en 1994 et à la COP-6, à Bonn en juillet 2001) et est membre, depuis 1993, du Comité aviseur sur les questions atmosphériques dans le cadre du processus canadien (NAICC) relevant du Conseil canadien des ministres de l'Environnement et de l'Énergie (CCME/CME) et de divers autres groupes de travail reliés au NAICC ou mis en place spécifiquement pour donner suite à l'Accord de Kyoto.

Michel Germain, Vice-président

Représentant des membres individuels

Michel Germain est titulaire d'un Baccalauréat (1982) en géographie physique de l'Université Laval, option géomorphologie et d'une maîtrise (1985) en Sciences de l'eau de l'INRS-Eau.

Spécialisation dans les évaluations environnementales, dont les études d'impacts de projets énergétiques, forestiers et du transport, les vérifications de conformité environnementale (sur les systèmes des immeubles et pour les industries) et les évaluations environnementales de sites. Bonne connaissance des modèles informatisés utilisés à des fins de simulation hydrologique et hydraulique.

Expérience de travail comme attaché politique auprès du ministre de l'Environnement du Québec (1987 à 1990), comme chargé et directeur de projet chez Sauger Groupe-Conseil (1990 à 1992), comme commissaire à plein temps au BAPE (1992 à 1995), et comme travailleur autonome auprès de firmes de génie-conseil et de clients gouvernementaux (1995-2000).

Allain Joly, Vice-président

Représentant des membres individuels

Allain Joly est professeur agrégé à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal depuis 1981.

Titulaire d'un doctorat en administration des entreprises de la Fondation Getúlio Vargas de São Paulo au Brésil, il se spécialise dans la direction générale, le management international et comparé, les grandes entreprises, les privatisations d'entreprises publiques, les cadres expatriés et les multinationales des pays en émergence.

Il a fait de nombreuses interventions de formation et de consultations diverses tant ici qu'à l'étranger, pour des organismes gouvernementaux et privés.

Ses préoccupations pour les questions environnementales l'ont amené à se questionner sur le milieu ambiant habité. Son approche se fonde sur le pari que si les personnes intègrent une exigence esthétique élevée dans leur propre habitat, ce souci du beau et de l'harmonie pourra constituer un puissant effet de levier social à l'encontre des pratiques de déprédation de notre planète.

Claude Laroche, c.a., M.B.A., Trésorier

Représentant des membres individuels

Claude Laroche est professeur à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal depuis 1978 où il enseigne les cours de comptabilité générale, de comptabilité financière, de vérification comptable et d'éthique.

Au nombre de ses activités para-professionnelles, il a siégé sur différents comités de l'Institut des Comptables Agréés du Canada (ICCA), de l'Ordre des comptables agréés du Québec (OACQ), de l'Institut des Vérificateurs Internes (IVI) et de

la Commission des Valeurs Mobilières du Québec (CVMQ). En outre, il est depuis longtemps impliqué dans le monde associatif, ayant été trésorier, puis président des Scouts de Saint-Lambert, de 1986 à 1991, puis membre du conseil d'administration de la Fondation Unitas en 1998.

Amoureux de la nature, il s'adonne depuis de nombreuses années à la randonnée pédestre. Préoccupé par les questions de conservation de la faune, il croit fermement que les générations futures ont un droit inaliénable d'hériter d'une planète offrant une grande diversité d'espèces animales, végétales et humaines. Ce respect pour la vie, sous toutes ses formes, se traduit par une conscience profonde de la nécessité d'agir aujourd'hui pour prévenir les détériorations présentes et futures qui menacent l'intégrité de notre environnement.

Nicolas Lavoie, Vice-président

Vivre en ville

Nicolas Lavoie possède une maîtrise en science politique de l'Université Laval et poursuit présentement des études de maîtrise à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal. Il a travaillé, pendant près de deux ans, comme coordonnateur de *Vivre en Ville*. Depuis, janvier dernier, il travaille comme chargé de projet pour l'*Institut de recherche et de formation sur les collectivités viables* aux bureaux de *Vivre en ville* à Montréal. Il a étroitement collaboré à l'organisation et à la réussite du colloque international et du forum régional *Vers des collectivités viables*, de même que, plus récemment, au succès du *Forum " Vers des collectivités viables " - Des villes habitables pour tous* qui s'est tenu à Montréal le 3 mai dernier. Il est membre du comité de coordination de la *Coalition pour la défense du transport en commun dans la grande région de Montréal* et siège au Comité transport et aménagement du *Conseil régional de l'Environnement de Montréal*. Il est également membre de la Commission Énergie et Changements climatiques de l'UQCN.

Pierre Lundhal, Vice-président

Représentant des membres individuels

Pierre Lundahl est titulaire d'un doctorat dans le domaine des sciences de l'environnement. Il a 25 ans d'expérience comme professionnel et gestionnaire dans ce domaine. Cette expérience, acquise au Canada et à l'étranger, porte notamment sur les études d'impact, l'eau, l'air, les déchets, les sites contaminés, les audits, la gestion de l'environnement dans les entreprises, le renforcement institutionnel et la formation en environnement, etc. Il a dirigé des projets en Amérique du Nord, en Europe en Afrique et en Asie.

Après avoir été directeur technique de filiale dans un établissement public français de recherche en environnement, Pierre Lundahl est entré chez Lavalin Environnement en 1979. Il a été président de SNC-Lavalin Environnement inc. de 1987 à octobre 2000. Il est actuellement expert-conseil en environnement indépendant.

Titulaire du prix Raymond Delaby pour sa contribution à la lutte contre la pollution par les substances toxiques, il est actif dans de nombreuses associations professionnelles et organisations non-gouvernementales. Il est membre du Tribunal d'arbitrage de l'Accord sur le commerce intérieur canadien. Il a été, pendant trois ans, membre du Comité aviseur en environnement du ministre de la Défense Nationale du Canada et président du comité Environnement de la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain. Il a été administrateur de la Fondation québécoise de l'environnement. Il est membre du conseil d'administration de la Fondation de la Biosphère et actif dans le cadre de

Memphrémagog Conservation.

Il donne de nombreuses conférences dans le domaine de l'environnement et anime des cours sur les études d'impact dans diverses universités dont l'École Polytechnique de Montréal, l'Université de Sherbrooke et McGill.

Harvey Mead, Président

Représentant des membres individuels

Les engagements de Harvey Mead dans les dossiers de l'environnement et du développement durable remontent aux années 1960. En 1970 il participait aux activités de la première Journée de la terre. Après plusieurs années aux conseils de la Fédération canadienne de la nature et du Club des ornithologues du Québec, lui et plusieurs autres ont fondé l'UQCN en 1981, suite aux débats entourant les dossiers de l'autoroute Dufferin, de l'extension du Port de Québec et du drainage des milieux humides le long du fleuve Saint-Laurent. Il en est devenu le premier président en 1981, poste qu'il a occupé, jumelé à celui de directeur général bénévole, jusqu'en 1989. En 1989, comme président de l'UQCN, il a formé le regroupement d'organismes qui a créé Stratégies Saint-Laurent, maintenant un organisme indépendant.

De 1987 à 1989, il était membre d'un comité conseil de l'Association canadienne des fabricants de produits chimiques dont le mandat était le développement du programme Gestion responsable; depuis 1995, il agit à titre de vérificateur pour cette Association dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme. De 1990 à 1991 il était sous-ministre adjoint au Développement durable, au ministère de l'Environnement du Québec, où il était également secrétaire de la Table ronde sur l'environnement et l'économie, après en avoir été membre en 1988-1989. En mai 1994, après son retour à la présidence de l'UQCN en 1993, il a été nommé, par le Premier ministre du Canada, membre de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.

Après six mois en Amérique centrale pour prendre contact avec le « Sud » en 1992, il a dirigé pour l'UQCN un projet de partenariat avec des ONG au Honduras de 1993-1997 ainsi que deux projets d'exploration à Madagascar; en 1995 il a reçu le prix *Jeannette Kawas* de la ONG hondurienne REDES, pour sa contribution à la conservation au Honduras. Il est actuellement membre du Comité consultatif public mixte de l'Accord de libre échange Chili-Canada.

En plus de ses engagements actuels à l'UQCN, il est président du Comité consultatif Saint-Laurent Vision 2000, membre du conseil d'administration de l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement et président du Fonds d'action québécois pour le développement durable, et est membre de nombreux comités. Il a été reçu membre du Cercle des Phénix en 1998, et a présidé le jury des prix Phénix en 2000.

Détenteur d'un doctorat en philosophie des sciences, il a enseigné dans plusieurs institutions au fil des ans, dont le Collège régional Champlain-St.Lawrence à Sainte-Foy jusqu'en juin 2000.

Éric Michaud, Vice-président

Centre d'analyse des politiques énergétiques

Éric Michaud a participé à la Coalition pour un débat public sur l'énergie au début des années 90. Il a adhéré au Centre d'analyse des politiques énergétiques (CAPE) en 1992. Il a participé à titre de représentant du CAPE aux consultations publiques d'Hydro-Québec sur son plan de développement de 1992 à 1994, puis au Débat public sur l'énergie en 1995-

96. Par la suite, il a participé à la fondation, en 1997, de la coalition Vigie-énergie, puis à celle, en 1998, du Regroupement des organismes environnementaux en énergie (ROEE), pour lesquels il a agi à titre de coordonnateur de 1997 à 2000. Il est membre du conseil d'administration de l'UQCN depuis 1999.

L'équipe de l'UQCN

Employés réguliers, contractuels et bénévoles

Alexandre Archer

Développement des programmes

Véronique Boucher

Stagiaire « *Jeune leader scientifique* »

Adjointe au Programme ZICO et à l'ÉcoRoute de l'information

Jean Cyr

Commis et réceptionniste

Andréanne Hamel

Secrétaire

A quitté l'UQCN en septembre 2001

Denis Boutin

Responsable du dossier agricole

Paul Germain

Développement des programmes

Responsable des Ateliers sur la conservation

Benoît Limoges

Coordonnateur du programme ZICO

Janouk Murdock

Secrétaire

Diane Pagé

Coordonnatrice administrative

Johane Simard

Responsable de la revue de presse

Karl Van Kessell

Recherchiste, dossier agriculture

Michèle Boulanger

Chargée de projet : dossier Aires protégées

Rapport de la coordonnatrice administrative

Ce fut une belle année ! Une année où les projets en cours ont pris de l'ampleur, où de nouvelles idées ont germé et où certaines d'entre elles ont pu se développer... Une année pleine de réalisations et de projets, une année centrée sur la mission de base de l'UQCN qui est d'aider la société québécoise à progresser vers un développement durable.

Parmi les réalisations dont l'UQCN peut être particulièrement fière nommons le programme ZICO (zone importante pour la conservation des oiseaux), coordonné par Benoît Limoges ainsi que tout le dossier Agriculture, piloté par Denis Boutin. Les plans de conservation des douze sites ZICO retenus ne sont pas encore tout à fait terminés que déjà de nombreux projets de conservation issus et appuyés par les communautés locales sont en cours de réalisation. Des demandes de financement ont été préparées afin d'obtenir les moyens nécessaires à la mise en œuvre des mesures identifiées par les organismes et citoyens concernés dans chacun des plans, ce qui constitue la deuxième phase du Programme ZICO. En agriculture, les réalisations sont nombreuses, les activités très variées et les gains environnementaux bien réels... même s'ils ne se traduisent pas encore par des résultats concrets dans nos cours d'eau.

Le projet « *Chantier pour une agriculture respectueuse de l'eau* » amorcé en fin d'exercice, qui vise notamment à rétablir les ponts entre les agriculteurs et les autres citoyens dans les régions, permettra non seulement de poursuivre le travail au sein des différents comités mis en place par le gouvernement mais également de travailler plus étroitement avec les citoyens intéressés par les questions agricoles. Enfin et toujours en agriculture, la confirmation toute récente de l'obtention du financement pour le projet « *Restauration et mise en valeur de la rivière du Cap-Rouge* », élaboré en partenariat avec la ville de Cap-Rouge, accentuera l'action concrète de l'UQCN dans la restauration de milieux.

L'année 2001 aura vu naître également les « *Ateliers sur les techniques de conservation* » conçus et réalisés par Paul Germain. Il est intéressant de noter que l'idée de ce projet est directement issue des rencontres des différents groupes en régions dans le cadre du programme ZICO. Le constat que les membres des groupes locaux et régionaux désiraient avoir accès à de l'information et de la formation en matière de protection de territoires; de gestion et de financement de projets; de communication et de sensibilisation du milieu a conduit l'UQCN à développer ce projet. L'enthousiasme démontré tant par les participants que par les présentateurs invités aux trois premiers ateliers qui ont lieu cet automne, témoigne du réel besoin d'échanges entre les groupes de citoyens impliqués en conservation. De nouveaux ateliers sont prévus pour la prochaine année.

Le développement du réseau québécois d'aires protégées a occupé une place importante au cours de l'année. Principalement conduit par des bénévoles, l'UQCN s'est montrée très active pour, en début d'année, participer aux travaux de la Stratégie québécoise pour les aires protégées et, par la suite, tenter de convaincre le gouvernement de tenir parole ! En juillet, une chargée de projet a été engagée pour ce dossier. Son mandat est de faire la promotion du développement d'un réseau d'aires protégées en utilisant deux sites prioritaires comme fer de lance; l'Ile-René-Levasseur, les Monts-Groulx et le bassin de la rivière Ashuapmushuan. L'automne 2001 et l'hiver suivant seront principalement consacrés à la réalisation de ce projet ainsi qu'à la poursuite de la Campagne « *Adoptez une rivière* » menée en collaboration avec trois autres organismes nationaux.

Plusieurs autres projets et idées sont en cours d'élaboration dont une campagne de sensibilisation sur le co-voiturage et une autre portant sur l'utilisation des pesticides en milieu urbain... Ils devraient pouvoir être réalisés au cours de l'année qui vient.

Autre motif de réjouissances, pour la troisième année consécutive l'UQCN termine l'année avec un léger surplus. De plus, quelques projets ont obtenu du financement de Fondations privées avec qui l'UQCN n'avait jamais eu de liens auparavant. L'arrivée de ces nouvelles sources de financement, ajoutée au développement et à la réalisation de projets de

qualité, dont plusieurs sont menés en partenariat avec des organismes affiliés en régions, permet à l'organisme d'espérer être mieux à même de jouer pleinement son rôle au cours des prochaines années.

Pour réussir à faire tout ce travail et à bien le faire, l'organisme peut compter sur une équipe d'employés dévoués et compétents ainsi que sur la grande générosité et le travail rigoureux de très nombreux bénévoles. Je remercie chacun d'eux très sincèrement. Ils sont la force de l'UQCN !

Diane Pagé

Sommaire des activités 2000-2001

1. Commission Agriculture

Responsables du dossier : Pierre Baril et Mylène D'Aoust

Les actions de l'UQCN en 2000-2001

L'UQCN a été très active dans le dossier agricole au cours de la dernière année. Elle a été impliquée à plusieurs niveaux :

- participation à de nombreux comités agroenvironnementaux ;
- réalisation de projets de recherche ;
- plusieurs interventions publiques et politiques, notamment sur l'éco-conditionnalité ; production et diffusion d'un feuillet de sensibilisation ;
- lancement d'une Coalition sur le développement d'une agriculture durable ;
- ainsi que l'amorce d'un vaste projet intitulé « Chantier pour une agriculture respectueuse de l'eau ».

Ces différents volets du dossier agricole sont présentés ci-dessous.

L'UQCN continue à siéger sur de nombreux comités agroenvironnementaux institutionnels voués à la recherche de solutions pour réduire la pollution agricole. Sur ces comités, elle veille à représenter les intérêts environnementaux des citoyens afin de s'assurer de leur prise en compte dans les politiques, les programmes et les règlements concernant les activités agricoles. Ainsi, l'UQCN participe, depuis quelques années, aux travaux des comités suivants : la *Table de concertation sur la réduction de la pollution agricole* ; le *Groupe de travail « Un environnement à valoriser »* ainsi que plusieurs sous-comités qui en découlent ; le *Comité de suivi et d'orientation du Portrait agroenvironnemental des fermes du Québec* ; le *Comité multipartite du Plan agroenvironnemental de la production porcine* ; le *Comité de concertation agriculture Saint-Laurent–Vision 2000* ; et le conseil d'administration de l'*Institut de recherche et développement en agroenvironnement (IRDA)*. L'UQCN a accepté de s'impliquer dans les travaux de deux nouveaux comités, soit le *Comité technique CSA (Canadian Standards Association)*, responsable de l'élaboration d'une norme volontaire sur la gestion de l'environnement à l'intention des exploitations d'élevage porcin au Canada, de même que le *Comité de certification de Garantie Bio*, l'un des organismes responsables de la certification des produits biologiques au Québec.

L'UQCN a également mené ou contribué à la réalisation d'études et de projets de recherche dans le domaine de l'agroenvironnement. Elle a d'abord produit un rapport d'étude intitulé « Évaluation des bénéfices économiques liés à l'atteinte des objectifs du plan d'action 1998-2005 en agroenvironnement ». Après avoir évalué les coûts

environnementaux associés aux pratiques agricoles intensives, ce document fait une analyse comparative des interventions publiques dans le domaine de l'agroenvironnement dans les principaux pays industrialisés et au Québec. Ce document est disponible sur le site Internet de l'UQCN à l'adresse suivante : (<http://uqcn.qc.ca/org/RapFinalAgric2.pdf>). Deux articles s'appuyant sur ce document ont aussi été adaptés pour le journal *L'Agora*. Le premier est paru dans l'édition intitulée « La planète agricole », publiée en juin 2001 ; alors que le second paraîtra à l'automne 2001 dans un numéro portant sur « Le Québec agricole ».

Un autre projet d'étude que l'UQCN a le mandat de réaliser porte sur « l'Évaluation des programmes d'aide à l'instauration de pratiques de protection des cours d'eau en milieu agricole ». Cette recherche a pour objectif de faire une revue des programmes de ce type dans les principaux pays industrialisés, d'examiner leurs modalités d'application, ainsi que d'analyser les principales caractéristiques et les difficultés de mise en œuvre de ces programmes en fonction du contexte québécois. Cette étude devrait être complétée au cours de l'automne 2001.

L'UQCN a également collaboré étroitement à la réalisation d'un projet de recherche intitulé « Cohabitation en milieu rural : Bilan et perspectives ». Cette recherche, menée par une équipe de chercheurs de l'Université Laval, porte sur les éléments de la problématique sociale liés au développement de la production porcine. Les résultats de cette étude seront aussi rendus publics à l'automne 2001.

Au cours de l'année, l'UQCN a également fait plusieurs interventions publiques et politiques en lien avec le dossier agricole. Ces interventions concernaient les points suivants :

- L'établissement d'une usine d'éthanol à Varennes pour lequel l'UQCN réclame une audience publique ;
- L'UQCN demande une mise en veilleuse de l'objectif de croissance des exportations. L'objectif avait été fixé afin d'augmenter la production agricole ;
- L'UQCN exige l'intégration du principe d'éco-conditionnalité dans le cadre de la création de la Financière agricole ;
- L'UQCN dénonce les approches non-transparentes du MAPAQ et la FPPQ face à l'entente sur l'éco-conditionnalité et ;
- L'UQCN appui les mesures transitoires d'urgence apportant des modifications au *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole*.

Parmi ces sujets, le dossier de l'éco-conditionnalité a exigé un suivi très étroit, ce qui s'est néanmoins traduit par un progrès substantiel vers une application de ce concept au secteur agricole. Il faut se rappeler que l'UQCN avait réclamé, en plusieurs occasions au cours des dernières années, que le gouvernement applique l'éco-conditionnalité à l'agriculture québécoise. Une telle mesure permettrait de subordonner à des critères environnementaux le soutien financier offert au secteur agricole, constituant ainsi une incitation de premier ordre au respect des exigences environnementales. En décembre 2000, le gouvernement venait confirmer sa volonté, par le biais de la Loi 184, d'introduire ce principe dans l'octroi des aides financières aux entreprises agricoles. Par la suite, dans le cadre des consultations sur ce projet de loi, l'UQCN a présenté en février 2001 un mémoire à la Commission parlementaire de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation. Ce mémoire, disponible sur le site Internet de l'UQCN, (http://uqcn.qc.ca/org/doc/mem/m_010206Loi184ecocondition.htm) portait exclusivement sur le volet éco-conditionnalité du projet de loi.

Cependant, le gouvernement et les représentants du secteur agricole n'ont pas, dans un premier temps, chercher à intégrer un organisme issu de la société civile représentant le milieu environnemental sur les comités de travail de mise en œuvre de l'éco-conditionnalité. L'UQCN s'est vivement opposée à une telle approche non transparente pour élaborer les modalités d'application de l'éco-conditionnalité et exigeait, pour la crédibilité du mécanisme qui sera mis en place, que son expertise en cette matière soit mise à profit. Malgré ses protestations, la filière porcine n'a pas voulu intégrer l'UQCN dans son comité de travail sur l'éco-conditionnalité. En ce qui concerne le Groupe de travail responsable d'élaborer les principes directeurs de l'éco-conditionnalité pour l'ensemble du secteur agricole, l'UQCN a finalement été intégrée à ce groupe qui amorcera ses travaux à l'automne 2001. Il faut noter que les travaux du groupe porcin

devront venir s'harmoniser aux orientations et aux modalités définies par le groupe qui travaillera sur l'ensemble des productions agricoles.

Une autre initiative de l'UQCN a été la production, en 15 000 exemplaires, d'un feuillet d'information et de sensibilisation portant sur *la crise environnementale de l'agriculture québécoise*. Ce feuillet a été diffusé en novembre 2000 auprès des membres et autres sympathisants de l'UQCN, ainsi qu'à tous les acteurs concernés par cette problématique (députés, représentants des producteurs agricoles, intervenants agricoles, etc.). Ce document présentait les coûts cachés de l'intensification agricole et la nécessité de revoir les stratégies de réduction de la pollution agricole afin de se réorienter vers une agriculture durable.

Par ailleurs, l'UQCN a également joué un rôle important dans la mise sur pied d'une *Coalition pour le développement d'une agriculture durable*. Ce regroupement, formé en décembre 2000, était initialement composé d'organismes du milieu environnemental (*Centre québécois du droit de l'environnement, Regroupement national des conseils régionaux en environnement du Québec* et *UQCN*), du secteur de la santé (*Collège québécois des médecins de famille* et *Conseil des directeurs de santé publique*) et des municipalités (*Union des municipalités du Québec*). L'*Ordre des agronomes du Québec* a également adhéré à cette coalition au printemps 2001. Cette coalition a été formée dans l'optique de faire pression sur les décideurs afin que soient adoptées des mesures structurantes pour soutenir une agriculture respectueuse de l'environnement et des collectivités du territoire rural. Estimant que les politiques de développement agricole ont engendré des problèmes de pollution et de cohabitation, la coalition a d'abord réclamé du gouvernement qu'il revoit en profondeur sa stratégie en matière d'assainissement et de réduction de la pollution agricole. La Coalition est aussi intervenue pour dénoncer l'attitude de l'Union des producteurs agricoles (UPA) dans le dossier de l'agroenvironnement qui trop souvent travaille en vase clos avec le gouvernement plutôt que de miser sur l'existence de comités consultatifs en agroenvironnement.

Un autre volet important du dossier agricole à l'UQCN concerne le nouveau projet « *Chantier pour une agriculture respectueuse de l'eau* ». Ce projet, financé par le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD) et amorcé à l'été 2001, sera réalisé sur une période de deux années. Le projet a pour objet de mettre en œuvre une campagne de sensibilisation et de réflexion face aux défis et aux enjeux de l'agriculture dans une perspective de gestion durable et responsable de la ressource eau. Les principales activités qui seront menées dans le cadre de ce projet comprennent : la conduite d'un « Forum itinérant » sur l'agriculture durable dans les régions concernées par le développement agricole ; la production de documents d'information et de sensibilisation ; le développement d'une section « Agriculture et eau » sur le site Internet de l'Écoroute ; ainsi que l'organisation d'un colloque sur le développement d'une agriculture durable.

Enfin, en lien avec le volet agricole de son programme, l'UQCN a aussi élaboré un projet de Restauration écologique du bassin versant de la rivière Cap-Rouge. Ce projet a été présenté au FAQDD et son financement vient tout juste d'être confirmé.

La Commission agriculture de l'UQCN s'est élargie au cours de l'année et compte maintenant 16 membres à son actif (universitaires, agriculteurs et professionnels agricoles). Pour une troisième année, la Commission agriculture a pu bénéficier des services d'un agronome : Denis Boutin, qui a agit à titre de conseiller et d'analyste sur l'ensemble des dossiers agricoles. Un agent de projet, Alexandre Archer, de même qu'un étudiant, Karl van Kessel, ont également travaillé sur certains volets du dossier agricole.

Enfin, pour mener ses activités dans le dossier agricole, l'UQCN tient à souligner l'appui financier du ministère de l'Environnement (MENV), du ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), de la Fondation de la Faune du Québec (FFQ) ainsi que du Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD).

Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA)

Harvey Mead a été nommé en 1999 par le Conseil d'administration de l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA) comme administrateur de ce nouvel organisme créé par le transfert du personnel de recherche du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) à un organisme indépendant. L'IRDA est financé en bonne partie par des fonds provenant du MAPAQ, du ministère de l'Environnement du Québec et du ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, mais évolue en développant des partenariats avec des organismes non gouvernementaux.

Le principal défi identifié par l'UQCN pour ses activités au sein de l'IRDA a trait à la nécessité d'effectuer une transition efficace d'orientations visant plutôt des développements techniques dans le domaine agricole aux orientations formelles de l'IRDA, qui visent un accent majeur sur l'agroenvironnement. Intéressante à cet égard est la décision de mener une «vaste étude agroenvironnementale à l'échelle d'un bassin versant» dans le cadre de son Plan stratégique 2001-2004. Le choix du bassin et les détails de l'étude seront décidés en janvier 2002.

2. Commission Aires protégées

Responsable : Harvey Mead

La Stratégie québécoise sur les aires protégées

Au cours de l'automne 2000, l'UQCN a participé aux activités associées au projet de Stratégie québécoise sur les aires protégées (SQAP) où elle siégeait au Groupe de travail 1 devant présenter des mécanismes de proposition de sites à protéger (représentants : Louis Bélanger et Geneviève Brunet). Toutefois, au début de l'année 2001, l'UQCN a constaté que le processus de développement de la SQAP déraillait. Cette situation était préoccupante pour l'avenir de la SQAP et l'UQCN est intervenue à plusieurs reprises pour que le gouvernement respecte ses engagements provenant de la résolution adoptée par le Conseil des ministres en juin 2000 : une stratégie devant être déposée en juin 2001 qui donnerait comme résultat en 2005 un réseau d'aires protégées représentatives de l'ensemble des régions naturelles. L'UQCN a rencontré plusieurs représentants des secteurs forestier et minier afin de sensibiliser ces secteurs économiques au développement d'un réseau d'aires protégées.

En juillet, l'UQCN a engagé Michèle Boulanger comme chargée de projet pour le dossier des aires protégées, ayant comme territoire prioritaire d'intervention la forêt boréale de la province. Son mandat est de participer aux différentes activités reliées à la Stratégie québécoise pour les aires protégées et de faire la promotion du développement d'un réseau d'aires protégées en utilisant deux sites prioritaires comme fer de lance (Ile-René-Levasseur-Monts-Groulx et le bassin de la rivière Ashuapmushuan). Elle peut notamment compter sur la collaboration de Hubert Pelletier et de Louis Bélanger.

Le constat à la fin de l'année est clair et déconcertant : il n'y a pas de mouvement dans le dossier et les désaccords entre les différents ministères impliqués semblent profonds. Une réunion est prévue à l'automne 2001 qui regroupera de nombreux intervenants dans la forêt boréale, qui veilleront à la mise en place d'une stratégie pan-canadienne pour la protection de cette forêt «frontalière» encore largement vierge, mais, au Québec, allouée presque complètement en contrats aux industries forestières.

Les motoneiges dans certains parcs de conservation

L'UQCN poursuit son action pour faire interdire la circulation de motoneiges et de véhicules hors routes dans les parcs

dont ceux des Hautes-Gorges-de-la-rivière-Malbaie, du Mont-Tremblant et des Monts-Valin. Pour ce dossier l'UQCN a pu compter sur la vigilance de Guy Godin. Lors de conférences de presse en janvier et mars 2001, le chanteur québécois bien connu, Paul Piché, et le cinéaste illustrateur Frédérick Back appuyaient l'UQCN et plusieurs autres groupes régionaux qui demandent au gouvernement d'interdire cette activité qui va à l'encontre des principes guidant la gestion des parcs de conservation.

Le réseau des parcs québécois

À l'automne 2000, l'UQCN a rédigé deux mémoires sur les parcs. Le premier portait sur le projet de parc de Pingualuit, rédigé par Charles-Antoine Drolet et Paul Germain, où elle demandait de reconsidérer les frontières proposées pour adopter des limites naturelles, et où elle proposait, entre autres, de modifier les projets d'observation d'aires de mise bas du caribou. Le deuxième mémoire, préparé par Louise Gratton, concernait le plan directeur provisoire du parc du Mont-Saint-Bruno. L'UQCN y réitérait notamment la pertinence de maintenir le parc de conservation du Mont-Saint-Bruno au sein du réseau des parcs québécois affirmant ainsi son engagement dans la protection de la diversité biologique de notre territoire.

Interventions à titre conseil aux niveaux national et provincial

Louis Bélanger représente l'UQCN au nouveau Comité national sur les parcs québécois de la Société de faune et de parcs du Québec (FAPAQ). Ce Comité est créé surtout pour conseiller la FAPAQ dans sa gestion des parcs de conservation.

Louis Bélanger avait déjà siégé comme membre, à titre professionnel, de la Commission sur l'intégrité écologique des parcs nationaux du Canada en 1999 et 2000. La Commission a déposé un rapport mettant en évidence l'importance pour Parcs Canada de mettre un accent plus important et plus assidu sur l'intégrité écologique de ces joyaux du patrimoine canadien devant les pressions multiples qui s'exercent sur eux.

En mars 2001, Harvey Mead a participé à la première Table ronde de la Ministre de Parcs Canada. La mission de ces tables rondes est de s'assurer de la mise en œuvre des recommandations de la Commission. La Table ronde a permis d'identifier le Québec comme une des quelques régions au Canada où l'intégrité écologique n'est pas bien assurée parce que les parcs qui devraient représenter ses écosystèmes n'existent pas encore en grande partie.

Le dossier Aires protégées a bénéficié, en fin d'exercice, d'un don d'une fondation privée.

3. Commission Biodiversité

Responsable : Charles-Antoine Drolet

Gestion des oiseaux migrateurs

L'UQCN a participé au Comité technique relatif à la gestion intégrée de la Grande oie des Neiges, où a été adopté la position à l'effet d'interrompre la chasse printanière pour plutôt explorer les moyens d'intégrer cette population dans notre milieu par une approche innovatrice de gestion du territoire. En absence d'impact sur le milieu de reproduction nordique, devant la baisse importante des coûts des dommages aux récoltes, il n'y a pas de motifs valables pour continuer de perturber cette population par une activité qui a provoqué beaucoup de stress dans les dernières années durant la période importante pré-reproductive.

Au cours de la dernière année, l'UQCN a participé aux réunions de la Table de concertation sur la gestion des oiseaux migrateurs. Bruno Drolet y représente l'UQCN.

Espèces menacées

L'UQCN a présenté un mémoire, rédigé par Alain Branchaud et Charles-Antoine Drolet, à la Commission permanente sur l'environnement sur la nouvelle loi fédérale sur les espèces en péril en compagnie de représentants de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de deux autres provinces canadiennes.

L'inauguration d'une passe migratoire à Saint-Ours, pour le chevalier cuivré, a couronné plusieurs années de travail de deux membres de la commission, Alain Branchaud et Andrée Gendron. L'UQCN avait appuyé ce projet.

Organismes génétiquement modifiés (OGM)

L'UQCN a participé à deux rencontres de consultation portant sur les modalités d'application du protocole de Carthagène sur la biosécurité soit sur les règles ou procédures internationales sur le mouvement transfrontalier d'organismes vivants modifiés.

Dans le cadre d'une consultation menée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, l'UQCN a rédigé un document, préparé par Diane Joubert, afin de présenter des recommandations à ce ministère qui travaillait à l'élaboration des orientations sur « *l'économie des sciences de la vie* ».

Groupe de travail pour la sensibilisation sur les pesticides en milieu urbain

La dernière année fut riche et féconde pour l'UQCN en terme d'engagement et de visibilité. Sa participation au sein du « Groupe de travail pour la sensibilisation sur les pesticides en milieu urbain », par l'entremise d'Alexandre Archer, lui a permis d'étendre ou de renforcer le spectre de ses collaborations et de ses activités, et de diffuser plus largement encore son message en faveur de la protection de la nature. Composé d'organismes et d'institutions telles la Direction de la santé publique, les AmiEs de la Terre de Québec, le ministère de l'Environnement, le Service de l'environnement de la Ville de Québec, le Centre de toxicologie de l'Institut national de la santé publique de Québec ainsi que le Comité de l'environnement de la Ville de Sillery, le « Groupe de travail... » a mené avec succès plusieurs activités de sensibilisation et d'information quant aux risques associés à l'utilisation des pesticides pour l'entretien des pelouses et jardins. Un dépliant – *Les pesticides en milieu urbain : Un mal non nécessaire* – a été produit à ce jour à près de 120 000 exemplaires et diffusé au sein des réseaux de la Santé publique à travers l'ensemble du Québec, ainsi qu'auprès de Rénodépôt (succursales de Québec et Beauport), de la Centrale syndicale du Québec (CSQ) via les Écoles Verte Bruntland ; de la revue *La maison du 21^e siècle : La revue québécoise de la maison saine*, etc. Le « Groupe de travail... » a de plus assuré une présence au Salon fleurs, plantes et jardins qui s'est tenu au printemps 2001 à Québec. Poursuivant ses efforts de diffusion de l'information, un site Web a vu le jour (<http://www.sensibilisation-pesticides.qc.ca>).

L'année qui s'ouvre offre de nouvelles perspectives fort intéressantes. Les récentes déclarations du ministre de l'Environnement, M. André Boisclair, concernant la création d'un groupe de réflexion sur les pesticides en milieu urbain, présidé par M. Claude Cousineau, permettront au « Groupe de travail... » et par le fait même à l'UQCN de bénéficier d'une place de choix dans les actions à entreprendre pour inviter la population à diminuer voire à supprimer l'utilisation des pesticides et pour promouvoir les alternatives existantes. Un dossier à suivre.

Protection d'habitats

L'UQCN a préparé un mémoire pour les audiences du BAPE sur le site d'enfouissement de Saint-Athanase dans la MRC

du Haut-Richelieu. Le mémoire insistait sur l'importance de ne pas permettre l'agrandissement dans l'habitat d'une fougère menacée, la phégoptère à hexagone. Le promoteur proposait la création d'un nouvel habitat et la transplantation des spécimens de fougères qui se trouvent actuellement dans ce boisé. La position finalement adoptée demande qu'on reconsidère le site proposé pour préserver le dernier grand boisé de cette région allant donc dans le sens de la recommandation de l'UQCN.

Le programme ZICO (zones importantes pour la conservation des oiseaux) s'est poursuivi cette année et un tout nouveau projet «*Les ateliers de conservation*» a été mis en place. Les pages suivantes présentent plus en détail ces deux projets.

Les Ateliers techniques de conservation de la nature

C'est dans la foulée du miniforum que l'UQCN a tenu à Montréal en novembre 2000 qu'a été lancé le projet d'ateliers de formation. À cette occasion, l'UQCN a identifié une orientation majeure pour son **programme en diversité biologique**.

a) Bref aperçu du projet ateliers sur la conservation

Le projet d'une durée de deux ans consiste à préparer et livrer en diverses régions du Québec plusieurs ateliers de formation sur les moyens, techniques et connaissances nécessaires au développement de projets de conservation de la faune et de ses habitats. Il vise le développement des compétences et la mobilisation d'une variété d'acteurs socio-économiques et communautaires. Les ateliers d'une durée de deux à trois jours comprennent une série de modules préparés par l'UQCN, avec la collaboration d'experts et d'organismes reconnus. Les modules livrent des techniques reconnues, des connaissances à jour, de l'information sur les réseaux d'expertise, les sources de financement, les méthodes de concertation locale et de gestion de projets écologiques. La clientèle visée en priorité inclut les groupes actifs sur le terrain (ou désireux de l'être), les élus municipaux et les agents gouvernementaux. L'effet multiplicateur de l'engagement social des participants aux ateliers est un objectif essentiel du projet, de même que ses retombées sur le nombre et la qualité des actions locales réalisées en faveur de l'environnement et des habitats fauniques.

b) Les objectifs

Le but des ateliers est de favoriser la transmission et l'échange des savoirs de façon mobilisante, participative, et immédiatement applicable. Les principaux objectifs des ateliers sont :

- permettre l'**acquisition des connaissances et des moyens** nécessaires au développement de projets de conservation de la faune et de ses habitats ;
- **stimuler les initiatives locales** en vue de réaliser des projets de conservation ;
- faciliter la présentation aux bailleurs de fonds de **projets mieux structurés et plus efficaces**.

c) Les réalisations en 2000-2001

Un sondage a été réalisé à travers tout le Québec auprès des organismes potentiellement intéressés à ce genre de formation. Par la suite, un comité de programme a été constitué avec l'équipe de l'UQCN, la Fondation de la faune, la FAPAQ et un partenaire choisi pour chaque ville d'opération. Les programmes ont été conçus en tenant compte du concept initial du projet et des préférences et besoins exprimés par une centaine de répondants à notre questionnaire, mais aussi en fonction de l'expérience de la Fondation de la faune dans ce domaine.

Au fur et à mesure du développement du projet Ateliers, les informations ont été publiées dans les pages Internet du site de l'UQCN. On y retrouvait la description détaillée du projet, les résultats des sondages, le programme général des modules de formation, tous les détails logistiques pour les participants à chacun des trois ateliers, les formulaires d'inscription, etc.

Le développement des programmes de formation s'est fait de pair avec celui d'une banque importante de communicateurs avec leurs sujets d'expertise ou d'expérience terrain à partager au cours des ateliers. Ce répertoire détaillé comprend plus d'une centaine de personnes ressources. (À chacun des ateliers, une vingtaine de ces personnes ont été mobilisées pour leurs contributions.)

Parallèlement, un répertoire des contacts « clients » est en développement continu, dépassant maintenant le millier de personnes intéressées à la conservation dans tout le Québec. C'est à cette clientèle potentielle qu'à été adressé par la poste notre dépliant d'invitation à s'inscrire aux ateliers. La conception infographique et l'impression en 1000 exemplaires de ce dépliant avaient été réalisées en juillet et août.

Après le 31 août, plusieurs de ces tâches ont été poursuivies. Au moment d'écrire ce rapport, deux des trois ateliers ont été tenus avec succès, soit à Rimouski (30 et 31 octobre) et à Chicoutimi (8 et 9 novembre). Ces deux ateliers ont rassemblé au total une centaine de participants et mobilisé 32 communicateurs. L'atelier prévu à Sherbrooke devrait rejoindre plus de 80 personnes. La suite de ces événements et leurs résultats feront partie du rapport de l'an prochain.

Ce projet a reçu un accueil positif de la part de 2 fondations privées, soit la Fondation EJLB ainsi que la Fondation Metcalf. La Fondation de la faune du Québec a également contribué à la réalisation de ce projet.

Des efforts sont en cours pour assurer le financement complet de la deuxième année.

Paul Germain assure la coordination des Ateliers sur la conservation. Il a été appuyé par Véronique Boucher qui a réalisé le site Internet ainsi que le Répertoire de ressources remis à chacun des participants. Johanne Simard a également contribué à ce projet.

Le programme ZICO (zones importantes pour la conservation des oiseaux)

<http://ecoroute.uqcn.qc.ca/zico>

Les réalisations du programme ZICO en 2000-2001

La coordination du programme ZICO au Québec constitue l'une des plus belles réalisations de l'UQCN dans le dossier de la biodiversité. Depuis le début de l'an 2001, le travail de rédaction de plans de conservation pour les douze ZICO sélectionnées s'est poursuivi, jalonné de rencontres de concertation où intervenants et propriétaires validaient ou recentraient les orientations de conservation.

Un premier plan de conservation est terminé et publié, celui de la ZICO de l'Île-aux-Grues, qui a été signé par l'ensemble des intervenants. Celui de la Baie-de-Gaspé, une ZICO jumelée à celle de la Pointe-Saint-Pierre-et-de-l'Île-Plate, a aussi passé l'étape de la signature. Dans ces deux ZICO, des projets de conservation sont déjà amorcés. Diverses études ont eu lieu cet été dans le haut-marais de l'île aux Grues, dans le but d'aménager au mieux l'habitat des espèces aviaires menacées qui s'y reproduisent. Sur la pointe de Sandy Beach dans la baie de Gaspé, une tentative de protection passive de la colonie de sterne contre les goélands a échoué. Mais le nettoyage des déchets accumulés sur cette même pointe

depuis la dernière guerre a été effectué grâce à l'implication du partenaire local, le Comité pour la protection et la santé de Gaspé, financé par le fonds d'action communautaire des ZICO.

Dans la ZICO du Massif-du-Mont-Gosford, des inventaires sur la rare Grive de Bicknell ont eu lieu cet été. Dans deux ZICO de la Minganie, les ZICO de l'Île-à-Calculot et des Îles-aux-Perroquets, nous avons été confronté à une forte opposition de la part des chasseurs qui ne saisissent pas qu'une ZICO n'est pas une zone de protection. Qu'à cela ne tienne, une ébauche de plan de conservation a tout de même été préparée et soumise à la consultation générale par courrier.

Situées sur la propriété d'un de nos principaux bailleurs de fonds, les ZICO du Canal-de-Beauharnois, du Marais-de-Saint-Timothée et du Marais-de-Saint-Étienne sont au cœur du parc régional du Canal de Beauharnois opéré par Vélo-Berge, un OSBL associé à la MRC. À la demande du partenaire local, le plan de conservation englobera l'ensemble du parc régional.

La ZICO de Tadoussac, qui abrite l'Observatoire d'oiseaux de Tadoussac, lequel dénombre plus de 18 000 rapaces en migration à chaque automne, est en fait une fenêtre sur un corridor migratoire qui longe la rive nord du Saint-Laurent de la Basse-Côte-Nord jusqu'au Cap-Tourmente où les rapaces peuvent traverser le fleuve. La ZICO des Battures-aux-Loups-Marins, un archipel situé en face de Saint-Jean-Port-Joli appartient à un propriétaire étatsunien. La collaboration est fructueuse et le plan de conservation est presque prêt. Enfin, le plan de conservation de la ZICO du Banc-de-Portneuf a été préparé par notre partenaire associé, le Comité ZIP de la rive nord de l'estuaire.

a) Ce qu'est le programme ZICO

En 1985, l'organisme Birdlife International lançait, en Europe, le programme des *Zones importantes pour la conservation des oiseaux* (ZICO). Depuis, ses partenaires établis dans plus de 100 pays ont réussi à créer un réseau international ayant pour but :

- d'identifier un réseau de sites considérés cruciaux pour les oiseaux ;
- de protéger les sites qui en ont le plus besoin.

Ce programme a été implanté au Canada en 1996 par deux organismes nationaux: Études d'oiseaux Canada, qui est en charge de la désignation des sites ZICO, et la Fédération canadienne de la nature, qui s'occupe du volet conservation.

b) La désignation d'une ZICO

Déjà, le statut de ZICO a officiellement été attribué à plusieurs centaines de sites au Canada.

Un site est désigné ZICO s'il répond à l'un des critères suivants :

- il abrite de façon régulière une espèce en péril au niveau canadien tel le faucon pèlerin ou le pluvier siffleur ;
- il accueille une espèce endémique ou ayant une aire de distribution réduite ;
- il abrite une communauté avienne représentative d'un biome ;
- il constitue une aire de concentration abritant un nombre d'oiseaux représentant au moins 1% de la population nationale, continentale ou globale, que ce soit lors de la nidification, de la migration ou de l'hivernage.

Une centaine de sites ont été désignés ZICO au Québec. Ils figurent sur le site internet du programme : www.ibacanada.com. Cette désignation n'a aucun effet juridique mais incite par contre le respect chez les décideurs et les promoteurs. Le prestige d'une ZICO peut aussi faciliter la mise en marché d'activités écotouristiques.

c) Le programme de conservation

En parallèle avec ce processus de désignation, des organismes provinciaux ont pour mandat de développer des activités de conservation dans certains de ces sites. Au Québec, c'est l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) qui agit à titre de responsable québécois du programme ZICO. En collaboration avec la Fédération canadienne de la nature, l'UQCN veille à améliorer la protection des sites choisis et à les mettre en valeur.

Parmi le large éventail de zones importantes pour la conservation des oiseaux au Québec, l'UQCN en a sélectionné un certain nombre où des activités de conservation, menées en partenariat avec un organisme du milieu, pourraient réduire certaines des menaces qui pèsent sur les populations d'oiseaux et leurs habitats. Les sites prioritaires au Québec ont été identifiés par un comité aviseur composé d'un représentant des organismes suivants : le Service canadien de la faune (SCF), la Société de la faune et des parcs du Québec (FAPAQ), l'Association québécoise des groupes d'ornithologues (AQGO), la Fondation pour la sauvegarde des espèces menacées (FOSEM), l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) et Duvetnor. La sélection de ces sites prioritaires a été influencée par :

- le dynamisme des communautés locales et des intervenants déjà en place ;
- l'importance des menaces ;
- le caractère naturel du site ;
- l'importance biologique du site ;
- la présence d'espèces aviennes en péril ;
- et la tenure des terres.

Pour chacune de ces ZICO sélectionnées, un plan de conservation est élaboré en collaboration avec les communautés locales. Dans un premier temps, l'UQCN s'associe à un organisme du milieu intéressé à prendre le leadership dans la conservation de la ZICO. C'est cet organisme qui contacte les intervenants et organise les rencontres. Ce processus de planification communautaire réunit la plupart des intervenants et des propriétaires touchés par la ZICO. Il permet d'identifier les actions de conservation à entreprendre et les partenaires qui pourraient participer à l'atteinte des objectifs. Une fois complété, le plan de conservation sert par la suite à mobiliser les ressources financières, humaines et matérielles nécessaires à la mise en œuvre des activités planifiées.

Pour appuyer le travail des organismes prenant en charge certaines initiatives de conservation dans les ZICO, un fonds d'actions communautaires a été instauré par la Fédération canadienne de la nature. Ces subventions sont accordées prioritairement pour la mise en œuvre des actions préconisées dans les plans de conservation notamment, en ordre d'importance, pour les activités de conservation, d'éducation et de recherche.

Le financement de la première phase du Programme ZICO a été assuré par la Fédération canadienne de la nature; la Fondation de la faune du Québec; Hydro-Québec et le programme Faune-Nature de la Société de la faune et des parcs du Québec.

Benoît Limoges, biologiste, agit à titre de coordonnateur du programme. Au cours de l'année, il a été appuyé par Paul Germain et Véronique Boucher qui ont collaboré très activement à la réalisation de ce projet.

4. Commission Énergie et transports

Responsables : Éric Michaud, Richard Gendron et Nicolas Lavoie

Énergie

En dépit de travaux importants portant sur le potentiel des économies d'énergie, l'UQCN éprouve des difficultés à s'impliquer dans la promotion du développement de ce potentiel par l'État. Des interventions d'Hydro-Québec ont par ailleurs souligné un manque d'intérêt de la part de la société d'État pour de telles initiatives, confrontées à ses orientations comme entreprise commerciale. L'UQCN a souligné la contribution de la corporation sans but lucratif Négawatts, du Saguenay-Lac-Saint-Jean pendant l'année; deux projets pilotes menés par Négawatts ont confirmé une fois de plus un potentiel important d'économies d'énergie dans la province. L'UQCN prône de telles initiatives plutôt que des approches favorisant l'«offre», soit la construction de nouvelles centrales.

Lors du lancement par le ministère des Ressources naturelles d'un programme de construction de petites centrales sur vingt-quatre rivières de la province, l'UQCN est donc intervenue pour manifester son opposition. Avec d'autres organismes partenaires, un programme «*Adoptez une rivière*» a été lancé, visant à obtenir l'adhésion de groupes communautaires et d'individus dans les régions visées par le programme; il s'agit surtout du Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, qui recèlent vingt-cinq des trente-six sites proposés. La très grande majorité de ces sites sont actuellement vierges L'UQCN a souligné dans ce dossier l'absence de toute initiative gouvernementale assurant la protection de rivières patrimoniales de la province en même temps que son abandon de programmes d'économies d'énergie.

Faute de ressources humaines et financières, l'UQCN n'est pas intervenue dans plusieurs autres dossiers portant sur la construction de centrales hydroélectriques ou la dérivation de rivières vers des centrales existantes; ces dossiers impliquent entre autres les rivières Toulnostouc, Portneuf, Manouane et Péribonka.

Changements climatiques

Les efforts visant à ratifier le Protocole de Kyoto se sont butés à de multiples problèmes pendant l'année, d'abord à La Haye et ensuite à Bonn. Richard Gendron a représenté l'UQCN au sein de la délégation canadienne lors de cette deuxième rencontre. Son évaluation globale à l'issue de la rencontre de Bonn est celle de l'UQCN : les parties se sont entendues sur la nécessité de s'entendre, mais le coût de l'entente était une diminution radicale de l'impact éventuel du Protocole.

Par ailleurs, au moins un élément clé du *Plan d'action québécois sur les changements climatiques* semble destiné à un report, alors que le *Plan* était déjà jugé extrêmement «timide» lors de son dépôt en 1999. Le programme d'inspection des véhicules routiers, incluant camions et automobiles, ne sera vraisemblablement pas mis en œuvre dans les délais prévus par le *Plan*.

Transports

Le projet d'allongement de l'autoroute DuVallon dans la capitale nationale, ainsi que plusieurs projets dans la métropole, ont retenu l'attention de l'UQCN pendant l'année, sans qu'il y ait eu nécessairement une intervention directe. La consultation par la Commission Nicolet portant sur la pertinence de la construction d'un nouveau lien entre l'île de Montréal et la Rive-Sud a constitué la principale exception. Le président de l'UQCN a été invité à participer à un panel portant sur les implications environnementales d'un tel projet. L'UQCN a pris la position que de telles approches à la congestion ont démontré leur inefficacité, et a prôné un accent multi-dimensionnel sur les transports en commun, s'associant aux travaux d'envergure entrepris par le Conseil régional de l'environnement de Montréal dans le dossier.

Par ailleurs, l'UQCN a suivi le dossier de construction, au centre-ville de Hull, de l'autoroute McConnell-Laramée, et a maintenu des contacts avec un groupe de citoyens opposés au projet. Le rapport du BAPE déposé en août recommande la construction de l'autoroute mais avec d'importantes conditions qui semblent rejoindre plusieurs des demandes du groupe.

5. Commission forêt

Responsable : Louis Bélanger

L'année 2001 est celle de l'adoption de la nouvelle *Loi sur les forêts*. Comme plusieurs membres de la Coalition sur les forêts vierges nordiques l'anticipaient, la Commission parlementaire sur la loi 136 modifiant la *Loi sur les forêts* n'a pas permis de véritablement bonifier le projet de loi.

- Il n'y a toujours pas de gestion intégrée des ressources forestières pouvant assurer une utilisation polyvalente des forêts. La forêt est toujours reléguée au rang de réserve de matière ligneuse.
- Il n'y a toujours pas de politique de forêt habitée permettant à la population et aux communautés de participer à la mise en valeur des forêts publiques.
- Il n'y a toujours pas de réseau adéquat d'aires protégées ni de stratégie d'aménagement écologique des forêts. La conservation de la biodiversité forestière n'est donc pas assurée et le Québec ne respecte pas ainsi ses engagements internationaux.

Avec la fin du processus de révision du régime forestier, la Coalition sur les forêts vierges nordiques s'est dissoute. Cette avenue est celle qui avait été prévue lors de la formation de la Coalition, cette dernière devant servir surtout de groupe de pression devant médiatiser un certain nombre de revendications qui faisaient consensus dans le groupe.

Les efforts de la Commission forêt se sont concentrés à partir de mai 2001 sur deux thèmes. Le premier est celui des aires protégées. Le second est sur la certification environnementale en foresterie. L'UQCN participe au processus d'élaboration de normes FSC (Forest Stewardship Council) pour le Québec.

6. Commission affaires internationales

Responsable : Harvey Mead

Madagascar

En 1999-2000, l'UQCN a ouvert et développé des contacts avec le Conseil malgache des ONG pour le développement et l'environnement (COMODE). Les deux organismes ont soumis à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) un projet d'exploration (terme technique de l'ACDI). Le projet visait une mission à Madagascar par l'agent de projet de l'UQCN, Harvey Mead, et le développement d'un projet structurant de collaboration. La mission a eu lieu en novembre 2000 et a permis de visiter non seulement le siège social du COMODE dans la capitale Antananarivo, mais également de visiter deux régions du pays où œuvrent deux affiliés de l'organisme malgache.

Le résultat a été une entente préliminaire visant à fournir au COMODE et à ses deux affiliés un équipement informatique additionnel ou de base pour améliorer les communications entre l'UQCN et le COMODE, d'une part, et celles entre le COMODE et son réseau d'affiliés, d'autre part. Une bonne partie des décisions à cet égard ont été prises et mises à exécution pendant la mission.

Il était également convenu que la poursuite de la collaboration et la soumission pour financement par l'ACDI d'un projet structurant étaient très pertinentes. Il s'agissait d'un renforcement de capacités pour le COMODE et de ses affiliés ainsi que le développement de programmes orientés spécifiquement vers la conservation de la biodiversité dans les deux régions visitées. Par la suite, pour des raisons qui n'ont pas pu être bien cernées, mais qui semblaient reliées à un

manque de personnel et de bénévoles capables de faire le travail nécessaire, les communications ont tout simplement été abandonnées par le COMODE, après envoi d'esquisses de projets incomplets et plus ou moins en lien avec les résultats de la mission.

Un rapport détaillé de la mission de l'UQCN à Madagascar en novembre 2000 est disponible.

Chili

Harvey Mead a été nommé en 1998 par le ministre de l'Environnement du Canada au Comité consultatif public mixte (JPAC) établi dans le cadre de l'Accord de coopération environnementale de l'Entente de libre échange Chili-Canada. Le Comité se réunit deux fois l'an et, depuis deux ans, a tenu des consultations au Canada sur les investissements miniers canadiens au Chili et leur influence sur l'environnement et la société chilienne ainsi qu'une consultation au Chili sur la participation publique de la société civile. Le comité examine actuellement la possibilité de tenir des consultations dans les deux pays sur le commerce de l'amiante dans le cadre d'une préoccupation importante exprimée par certains intervenants au Chili et une reconnaissance du rôle important de ce commerce pour le Canada, principalement le Québec.

Parallèlement à ces engagements, l'UQCN a établi des contacts avec bon nombre d'ONG chiliennes et travaille actuellement à l'élaboration d'un projet avec un partenaire chilien. Le projet porterait sur un programme de sensibilisation des décideurs chiliens au rôle de l'environnement et du développement durable dans l'économie et dans la société.

7. L'ÉcoRoute de l'information

Cette année, l'UQCN a ouvert un poste de stagiaire destiné à un(e) jeune diplômé(e) de 18 à 25 ans, possédant une scolarité en biologie ou dans un autre domaine connexe. Ce poste a été comblé par une bachelière en biologie, Véronique Boucher, qui a fait son entrée à l'UQCN dès le début du mois de mai 2001.

L'une de ses tâches prioritaires a été la mise à jour du site Internet de l'UQCN ainsi que de l'ÉcoRoute de l'information (<http://ecoroute.uqcn.qc.ca>) qui comporte au-delà de mille pages. Ce site, créé en 1996 par l'UQCN, se veut une plaque tournante de l'information environnementale francophone. Depuis quelques années, un manque de ressources avait fait en sorte que ce site avait un peu été mis de côté et conséquemment, plusieurs sections étaient devenues désuètes.

Un énorme travail de mise à jour et de «nettoyage» a donc été nécessaire pour redonner vie à l'ÉcoRoute. Plusieurs sections ont été révisées, d'autres réaménagées. L'information des pages d'accueil a été structurée de façon à les rendre plus conviviales. De nouvelles sections ont aussi été créées par notre stagiaire dans le but d'annoncer et de mettre en valeur certaines de nos activités, comme par exemple les pages des Ateliers sur les techniques de conservation (<http://uqcn.qc.ca/ateliers2001>).

De plus, avec l'aide de Paul Germain, des consultations auprès d'experts ont été menées afin de préparer une relance efficace de l'ensemble de l'ÉcoRoute. Des demandes de financement devraient être faites, à l'automne 2001.

La Fondation McConnell et le ministère Pêches et Océans financent le poste de stagiaire pour une durée de 12 mois.

8. Le Saint-Laurent

Île-aux-chats

Le premier projet de restauration de sédiments contaminés dans la partie québécoise du Saint-Laurent visait des travaux autour d'une île juste au large du centre-ville de Salaberry-de-Valleyfield, à l'exutoire du lac Saint-François. L'UQCN est intervenue dans ce domaine peu suivi normalement par l'organisme puisqu'il s'agissait d'un projet qui risque d'établir des précédents pour d'autres projets qui suivront. Lise Parent a rédigé le mémoire qui a été présenté à une audience du BAPE.

Tout en reconnaissant le bien-fondé de l'initiative de la compagnie Honeywell de remédier à des dégâts résultant de décennies d'activités industrielles sur le site, l'UQCN est intervenue pour insister sur une approche plus sécuritaire, le dragage des sédiments et leur confinement en cellules étanches sur l'île elle-même; la compagnie proposait le recouvrement *in situ* des sédiments. Le rapport du BAPE, rendu public en août 2001, allait dans le sens des recommandations de l'UQCN.

Comité consultatif Saint-Laurent Vision 2000

Une représentante de l'UQCN (Lise Parent) siège sur ce comité depuis plusieurs années, avec plus d'une vingtaine d'autres intervenants dont l'expertise couvre un grand nombre de problématiques traitées dans le cadre du programme fédéral-provincial Saint-Laurent Vision 2000; le Comité est présidé par le président de l'UQCN à titre personnel. Le Comité a comme mandat de formuler des avis sur des questions qui lui sont adressées par les co-présidents du programme; il peut aussi développer des avis sur des sujets qu'il a lui-même identifiés.

Le Comité a préparé un rapport sur le bilan de mi-parcours du programme (1999-2004) qui a identifié un manque d'intégration dans les travaux en cours et le besoin d'un rapport sur l'état du fleuve à la fin de la programmation actuelle. Comme contribution à l'avancement des travaux, il a initié une série de forums visant à réunir les parties en cause dans le but d'encourager des échanges interdisciplinaires et intersectoriels parmi les professionnels et autres intervenants impliqués dans le programme. Le premier de ces forums a porté spécifiquement sur le concept de partenariat, actuellement utilisé de plusieurs façons mais ayant potentiellement un plus grand rôle à jouer, par exemple dans un prochain plan d'action.

Le Comité s'est penché également sur un important rapport produit dans le cadre du programme et portant sur la toxicité des effluents de quinze stations d'épuration représentatives de la diversité d'approches retenues au fil des ans.

Stratégies Saint-Laurent

L'UQCN a poursuivi cette année son implication au sein du Comité exécutif et du Conseil d'administration de Stratégies Saint-Laurent. Rappelons que Stratégies Saint-Laurent, dont l'UQCN est l'un des groupes fondateurs, est un organisme de concertation dont la principale activité est de voir à la bonne marche du «programme ZIP». Tout au long du Saint-Laurent, des Comités ZIP (Zones d'Intervention Prioritaire) mettent en place des activités de concertation avec une large gamme d'intervenants afin de concevoir et d'appliquer localement des Plans d'Action et de Réhabilitation Environnementale.

Son représentant, Robert Joly, a notamment contribué au développement d'une nouvelle proposition aux deux paliers de gouvernements, fédéral et provincial, visant la poursuite du Plan d'action Saint-Laurent–Vision 2000.

Il a également participé à la réalisation de quelques projets importants dont la mise sur pied du Fonds d'action Saint-Laurent, le Forum sur l'implication communautaire ainsi que le projet « Il était un petit navire » qui visait à sensibiliser les plaisanciers à l'importance de protéger le Saint-Laurent.

De plus l'UQCN est de retour au sein de la Commission environnementale de Stratégies Saint-Laurent (SSL) depuis le 5 avril 2001. Cette Commission regroupe des organismes membres afin de réfléchir et de conseiller l'organisation sur les grands enjeux de la condition environnementale du Saint-Laurent.

L'UQCN a donc participé à la réflexion sur les enjeux d'actualité suivants:

Dossier des niveaux d'eau du Saint-Laurent

La question des niveaux d'eau des Grands Lacs est un dossier sur lequel se penchent particulièrement la Commission Mixte Internationale et la Commission des Grands Lacs, en vue de réviser les paramètres de contrôle et de gestion de ces niveaux. La participation de certains membres de SSL aux rencontres et aux colloques organisés sur le sujet a révélé des carences sur le plan des connaissances relatives aux impacts de cet enjeu pour la région du Québec (de Cornwall au lac Saint-Pierre) et une faible présence des intervenants québécois tant au niveau des consultations publiques qu'à celui des prises de décision. Des interventions ont donc été menées en collaboration avec les 5 ZIP en amont dans le but de répertorier les impacts et les préoccupations liées aux niveaux d'eau. Un projet de *Pôle d'information lié aux études en cours sur les niveaux d'eau du fleuve*, intitulé «*Soutien aux démarches de SSL face à la problématique des bas niveaux d'eau du fleuve Saint-Laurent*» et piloté par le Comité Parc des Rapides, a été initié par la Commission.

Diffusion des connaissances

La Commission environnementale de SSL a également poursuivi ses activités de diffusion de divers travaux réalisés par ses membres ou les comités ZIP: *Les fiches-synthèses des mémoires de SSL sur la gestion de l'eau* (SLQ & AVSL); le *Dépliant de sensibilisation sur les eaux de débordement en milieu urbain* (Comité permanent des eaux usées du territoire de la C.U.M.).

L'UQCN a donné son appui au projet intitulé «*Alors le Saint-Laurent? Ça baigne?*» de SSL (*Sensibilisation des Québécois à la condition du Saint-Laurent*). Il s'agit d'une vaste campagne de sensibilisation visant à maintenir et accroître la mobilisation au sein de SSL, à y intéresser de nouveaux intervenants et à éviter l'essoufflement de SSL en informant le public et les décideurs sur les succès de ses initiatives.

Phase 3 de l'entente entre SSL et les gouvernements

L'UQCN s'est beaucoup intéressée à l'avenir de Stratégies Saint-Laurent et de son développement dans la phase 3 du programme ZIP du gouvernement fédéral. Elle a insisté, entre autres, sur l'importance d'un plan de communication tant aux niveaux des comités ZIP que de SSL, sur l'intégration des PARE et du travail des comités ZIP avec les autorités locales responsables de la gestion des cours d'eau (MRC, comités inter-municipaux, comités de bassins versants), et sur la nécessité d'être à l'affût des nouvelles structures et politiques en émergence dans le domaine de la gestion de l'eau. L'UQCN a suggéré d'obtenir pour la Commission environnementale la participation de personnes ressources dans le domaine de la veille technologique et de resserrer les liens de SSL avec la Fondation Saint-Laurent.

Enfin, l'UQCN, au sein de la Commission environnementale de SSL, demeure aux aguets sur les dossiers de la *Politique québécoise sur l'eau*, des *Eaux de débordement en milieu urbain*, de la *Gestion des sédiments contaminés* et de la *Pollution atmosphérique et industrielle*.

9. Affiliations de l'UQCN hors-Québec

Responsable : Harvey Mead

Fédération canadienne de la nature

La Fédération canadienne de la nature (FCN), éditeur de *Nature Canada* depuis près de 40 ans est le principal organisme environnemental au Canada dont le mandat cible, est tout comme une partie importante du mandat de l'UQCN, la protection de la biodiversité et des écosystèmes. Depuis quatre ans, la FCN convoque ses affiliés provinciaux, dont l'UQCN, pour des rencontres de planification et de concertation à l'échelle du pays. Depuis un an, se sont ajoutées à ces rencontres des conférences téléphoniques entre le personnel de la FCN (basée à Ottawa) et les représentants de ses affiliés.

Le processus commence à porter fruit, dans l'amélioration des contacts entre les composantes de la FCN, dans les services offerts par la FCN à ses affiliés, et dans la mise en commun des capacités pour mener des campagnes de sensibilisation et d'action à travers le pays.

La FCN est un des principaux acteurs dans les interventions en faveur d'une législation canadienne sur les espèces menacées, le programme ZICO est coordonné à l'échelle canadienne par la FCN, il y a une concertation visant une campagne de protection de la forêt boréale via la FCN, et au moins deux nouveaux programmes impliquant l'UQCN verront peut-être le jour au cours de l'année 2001-2002.

L'Union mondiale pour la nature (UICN)

L'UICN a tenu son congrès triennal au Moyen Orient en août 2000. Dans le cadre des préparatifs au Québec pour le congrès, l'UQCN s'est mis à jour dans ses cotisations à l'organisme international qui a inspiré et son nom et les trois principaux objectifs de sa mission. Il reste que la participation aux activités du Comité canadien de l'UICN ainsi que le maintien des cotisations exigent des ressources financières importantes. Lors d'une récente réunion du Conseil d'administration de l'UQCN, il a été décidé d'abandonner l'adhésion à l'UICN pour des raisons financières.

Une documentation importante sur l'UICN peut être consultée au bureau de l'UQCN.

10. Autres activités

Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD)

En mars 2000, le Gouvernement du Québec a transféré un montant de \$45M à une nouvelle fondation, le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD). Organisme privé à but non lucratif, le FAQDD a reçu le mandat de gérer ce \$45M selon des modalités précisées dans une convention de subvention signée avec le gouvernement du Québec. La convention lui permet de financer des projets dans de nombreux domaines et auprès de divers intervenants des secteurs communautaire, municipal et privé du Québec.

La charte établit la composition du Conseil d'administration de l'organisme. L'UQCN se trouvait membre du premier Conseil, et lors de sa première réunion, Harvey Mead, président de l'UQCN, a été élu président du FAQDD. Le Fonds a fait deux appels de propositions en 2000-2001 et a octroyé des fonds dépassant les \$20M à plus de 150 projets.

Les membres du Conseil d'administration y siègent en fonction de leur capacité de représenter différents réseaux d'organismes et d'institutions œuvrant dans les domaines de l'environnement et du développement durable. Ils reconnaissent mutuellement le potentiel de conflit d'intérêt que cette représentation comporte et se désistent lors des décisions pouvant mettre en cause leurs propres organismes.

L'UQCN a obtenu du FAQDD du financement pour son projet « *Chantier pour une agriculture respectueuse de l'eau* », qui a démarré au cours de l'année.

Les membres et les donateurs de l'UQCN

Liste des organismes affiliés

Association de protection de l'environnement des Hautes Laurentides
Association faunique Kipawa inc.
Association forestière Québec Métropolitain
Association pour la protection du Lac Taureau inc.
Association québécoise d'interprétation du patrimoine
Association québécoise des groupes d'ornithologues
Association sportive du Gros Brochet inc.
Attention Frag'Iles inc.
Bloc-Vert
Centre de conservation de la nature Mont-St-Hilaire
Centre de recherche et d'éducation à l'environnement régional
Centre intendance écologique Latreille
Club agro-environnemental Sol en main
Club des ornithologues de Québec
Club ornithologique de l'Outaouais
Club ornithologique des Hautes-Laurentides
Comité d'embellissement du Mont-Tremblant
Comité de restauration de la rivière Etchemin
Comité de valorisation de la Rivière Beauport
Comité du marais de Kingsbury
Comité régional de l'environnement Capitale nationale
Comité régional de l'environnement de la Montérégie
Comité régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent
Conseil régional de l'Environnement de l'Estrie
Conseil régional de l'environnement du Saguenay-Lac-Saint-Jean
Conseil régional de l'environnement de Chicoutimi
Corporation d'aménagement et de protection de la Sainte-Anne
Corporation de gestion CHARMES
Corporation de gestion des rivières des Bois-Francs
Corporation de la protection environnementale de Sept-Iles
Corporation de la Réserve mondiale de la Biosphère de Charlevoix
Corporation gestion de la rivière à saumons des Escoumins
Éco-Nature de Laval
Envir-Action
Environnement Vert-Plus
Fiducie foncière Mont-Pinacle
Fondation les Oiseleurs du Québec
Gestion du petit marais de Saint-Gédéon
Groupe d'initiatives et de recherches appliquées au milieu

Groupe de recherche appliquées en macro-écologie
Groupe de recherche et éducation sur le milieu marin
Halte écologique des battures
Héritage Saint-Bernard inc.
Les Ami-e-s de la Terre de Québec
Les Amis de la Vallée du Saint-Laurent
Les Amis du Jardin Van Den Hende
Les Verts Boisés du Fjord
Musée Séminaire de Sherbrooke
Nature-Action Inc.
Parc du Mont-Mégantic
Parc Nature Pointe-aux-Outardes
Programme semencier du patrimoine Canada
Québec'Ère
Recyclage Vanier Inc.
Région laboratoire développement durable
Société de biologie de Montréal
Société de la Grande Plée Bleue
Société de Loisirs Ornithologiques de l'Estrie
Société de promotion d'alternatives des Cantons de l'Est
Société des Amis du Biodôme Montréal
Société d'initiative et de conservation du Bas-Richelieu
Société Linnéenne du Québec
Société Provancher
Stratégies St-Laurent
Union québécoise de réhabilitation des oiseaux de proies
UniVert

Membres individuels et donateurs de l'UQCN en 2000-2001

Mireille Abran; Flavie Achard; Marie-P. Achim; Huguette Adam; Pauline M. Alacoque; Michel Alain; Françoise Alary; Jacques Alary; Daniel Allaire; Catherine Allard; Christiane Allard; François Allard; Jules Allard; Roch Allen; Michèle Alverne; Jean Amiaud; Louis Amireault; André Stainier ; Maurice Ampleman; Jeanne Amyot; Denise Amyot Pépin; Anne Ancrenat; Anonyme; Thomas Antil; Hrant Apkarian; Raymonde April; Rose-Marie Arbour; Germaine Arcand; André Archambault; Antoine Archambault; Sylvain Archambault; Léa Archambeault; Henri Louis Arsenault; Sheila Arthur; Robert Ascah; Mireille Assad; Marc-André Asselin; Jocelyne Robert ; Jean-Philippe Aubert; Louis Aubry; Jean-Paul Auclair; Linda Auclair; Marie-José Auclair; Bruno Audet; Sonia Audet; Serge Audette; Esther Auger; Annabelle Avery; Claudette Ayotte; Frédéric Back; Liliane Barabé; Marguerite Barabé; Marie-Josée Barette; Pierre Baril; Claire Barrette; Marie-Anne Barrette; René Barry; Luc Barsalou; Cécile Basque; François Bastien; Jocelyne Bastien; Henri Beauchemin; Monique Beauchemin; Raymonde Beauchemin; Raynald Beauchemin; Huguette Beauchesne; Christian Beaudet; Louis Beaudet; Élisabeth Beaudoin; Jean-Claude Beaudoin; Jean-Pierre Beaudoin; Julien Beaudoin; Louise Beaudoin; Marie-André Beaudoin; Yvette Beaudoin; Isabelle Beaudoin-Roy; Jacques Beaudry; Micheline Beaudry; Sœur Louise Beaulac; Marc Beaulieu; Blanche Beaulieu; Diane Beaulieu; Ginette Beaulieu; Lucille Beaulieu; Marco Beaulieu; Mathilda Beaulieu; Linda Beaulieu-Malenfant; Juliette Beauregard; Jean-Marie Beausoleil; Clarence Béchar; Hélène Bédard; Andrée Bédard; Dominique Bédard; Jeanne Bédard; Marie-Josée Bédard; Paul Bédard; Richard Bédard; Yves Bédard; Yves Bédard; Éric Bégin; Louise Bégin; Ella Bélair; Claire Béland; André Bélanger; André Bélanger; Brigitte Bélanger; Denise Bélanger; France Bélanger; Guy Bélanger; J.-Marie Bélanger; Louis Bélanger; Odile Bélanger; Roger Bélanger; Sylvie Bélanger; Madeleine Bélisle; Robert Béliveau; Michel Bellefleur; Monique Bellemarre; Marc Belley; Philippe Belley; Jacques Belzile; Jean Benoit; Michèle Benoit; Paul Benoit; Robert Benoit; Robert Benoit; Suzanne Benoit; Jacquelin Bergeron; Johanne Bergeron; Laura Bergeron; Pauline B. Bergeron; René Bergeron; André-Guy Bernier; Fernand Bernier; Gaston Bernier; Madeleine Bernier; Rita Bernier; Paul-Élie Bert; Charles-Arthur Berthiaume; Jeanne d'Arc Bertrand; Luce Bertrand; Lucille Bertrand; Michèle Bertrand; Stéphane Bertrand; André Bérubé; Charles Bérubé; Jean-Noël Bérubé; Jocelyn Bérubé; Michel Bérubé; Michel Bérubé; Dominic Besner; Marc Bilodeau; Robert Bilodeau; Réjean Biron; Philippe Blain; Roger Blain; Alain Blais; André Blais; Claudette Blais; Normand Blais; Simon Blais; René Blaise; Jean-François Blanchard; Johanne Blanchard; René Blanchard; Bertrand Blanchet; Joseph Blanchet; Suzanne Blanchet; Michel Blanchette; Normand Blanchette; Roger Blanchette; Josée Blaquièrre; Christiane

Blaser; Irène Bleton; Louise Blouin; Huguette Boilard; Claude Boileau; Yvette Boileau; Gilles Boire; Sabin Bois; Élianne Boisjoly; Robert Boissonault; Gilles Boissonneault; Gaston Boisvert; Nicole Boisvert; Thérèse Boisvert; Claudette Boivin; Ronald Boivin; Yolande Boivin; Paulette Bolduc; Marie-Claire Bombardier; Nicolas Bonin; Monique G. Bonkowski; Réjean Bonneau; Jocelyn Bonneville; Adrien Bouchard; André Bouchard; André Bouchard; Céline Bouchard; Clément Bouchard; Danielle Bouchard; Ernestine Bouchard; Gaetan Bouchard; Jean-Claude Bouchard; Lise Bouchard; Marial Bouchard; Robert Bouchard; Alain Boucher; Gilberte Boucher; Gisèle Boucher; Pierre Boucher; Véronique Boucher; Diane Boudreau; Carmen Boudreault; Diane Boudreault; Céline Bouffard; Julie Bouffard; Rita Bouffard; Jacques Bougie; Gaétan Boulanger; Jeanne Boulanger; Thérèse Boulanger; Lucien Boulé; Monique Boulet; Jean Boulva; Danielle Bourassa; Gérald Bourdages; Danielle Bourdeau; André Bourdon; Louise Bourdon; Sylvio Bourget; Thérèse Bourque; Luc Bouthillier; Ludmila Bovet; Michel Boyer; Michelle Brais; Monic Brassard; Jacques Brazeau; Dominique Breton; Isabelle Breune; Camille Bricault; Micheline Brière; Gilles Brillon; Monique Brillon; Nicole Brindle; Norbert Brisette; Jeannine Britt; Jean-Sylvain Brochu; Louise Brodeur; Sylvie Brodeur; Diane Bronsard; Jean Brousseau; Corinne Brown; Aurèle Brûlé; Pierre Brun; Claude Bruneau; Sylvain Bruneau; Pierre Brunel; Guy Brunelle; Marie Brunelle; Yves Brunelle; Gisèle Brunet; Johanne Brunet; Isabelle Brunette; Lucille C. Bergeron; Édouard Cadoret; Heather Calhoun; Maurice Campeau; Marie-Claire Cantin; Antoinette Caouette; Vincenzo Caporale; Stéphane Cardinal; Denis Carignan; Rolande Carignan; André Caron; Anita Caron; Catherine Caron; Georges-Henri Caron; Gilles Caron; Hilaire Caron; Jean-Guy Caron; Julien Caron; Marc Caron; Marie-Ange Caron; Pierre Caron; Marcelle Caron-Lusignan; Dominique Carreau; Denis Carrier; Guy Carrier; Monique-H. Carrier; George-E. Cartier; Micheline Cartier; Louise Cassista; Georgette Castonguay; Martin Castonguay; Serge Castonguay; Suzanne Castonguay; Michelle Cavanna; Gracien Caya; Évelyne Cayouette; Jacques Cayouette; Jean Cencig; Renée Chabot; Roland Chabot; Giselle Chagnon; Normand Chagnon; Richard Chalifour; Robert Chalifoux; Suzanne Champigny; Jean-Pierre Chanut; Roger Chapados; Denise Chapdelaine; Anne-Marie Chapleau; Andrée Charbonneau; Jacques Charbonneau; Jean-Pierre Charbonneau; Lise Charbonneau; Michelle Charbonneau; Monique Charbonneau; Robert Charbonneau; Thierry Charbonnel; Claire Charbonnier; Josée Charest; Jocelyne Charest Degagné; Jean-Pierre Charlebois; Michel Charlebois; Lucien Charron; Suzanne Charron; Lionel Chartier; Claudette Chartrand; Denis Chartrand; Annick Chartre; Jean-Paul Chassé; Romuald Chaume; Jeannine Chaumien; Jeanne Chevalier; Marie-Luce Chevalier; Marc Chevrier; Jacques Chicoine; Jacques Choquette; Marie Choquette; Jeannine Chouinard; Marcel Chouinard; Édith Chrétien; Roland Chrétien; Juliette Chrusten Lett; Denyse Church; Jean Cimon; Jacques Cléroux; J. Fraser Cliff; Bertrand Cloutier; Conrad Cloutier; Diane Cloutier; Georges Cloutier; Guy Cloutier; Yvette Cloutier; Gérard Desjardins ; Pierre Cochaux; Odile Colin; Jacques Collard; Collège Claretain; Monsieur André Bérubé ; Julien Constantin; Gérard Corbeil; Laurent Corbeil; Micheline Corbeil; Claude Cormier; Lucien Cormier; Marie-Anna Cormier; Norbert Cormier; Albert Cornell; Jocelyne Cornut; Madame Claudette Villeneuve ; Gisèle Corriveau; Jacqueline Cossette; Carmen Côté; Clément Côté; Denis Côté; Gabrielle Côté; Isabelle Côté; Jacques Côté; Jean-Yves Côté; Lucie Côté; Lucien Côté; Madeleine Côté; Marc Côté; Maurice Côté; Michel Côté; Nancy Côté; Paul Côté; Pauline Côté; Sylvie Côté; Benoît Coulombe; Jean-Paul Coulombe; Marcel Coulombe; Mathilde Coulombe; Simone Coulombe; André Courberon; Colette Courcy; Robert Cournoyer; Guillaume Courteau; Nicole Courteau; Sylvie Courtois; Yves Courville; Johanne Cousineau; Ginette Coutu; Dany Couture; François Couture; Jean Couture; Martin Couture; Carole Couturier; Gaétanne Chicoine ; Gérard Croteau; Marcel Cusson; Carey James Czlonka; Thérèse D'Amour; Bernard D'Anjou; Mylène D'aoust; Odette D. Bellavance; Suzanne D. Limoges; Maurice da Silva; François Daigneault; Monique Dallaire; G. Dansereau; Pierre Dansereau; Renée Dansereau; Jean Daoust; Guy Darveau; Donald Dastous; Émilien Dauphin; France Dauphin; Nicole David-Strauss; Éric De Bayser; Pierre De Bellefeuille; Alain De Cadolle; Sophie De Corwin; Hervé de Fontenay; Yves De Grandpré; Jacline De Lusigny; Émile De Pauw; Louis De Serres; Marthe De Serres; Jan L. De Smet; Guy Debailleul; Ginette Decobert; Claudine Defranould; André Delage; France Delisle; Irène Delisle; Marcel Delorme; Jean-Marie Demers; Josée Demers; Mireille Demers; Coralie Deny; Anne Deronzier; Ghislaine Déry; Adrien Désautels; Louise Désautels; Renée Désautels; Hubert Desbiens; Gabrielle Descarreaux; Benoit Deschamps; Marie-José Deschamps; Claude Deschênes; Jean-Paul Deschênes; Lucie Deschênes; Paul Descoteaux; Robert Desforges; Jean-Luc DesGranges; Pierre Deshaies; Nicole Desharnais; Luc Desilets; André Desjardins; Gilles Desjardins; Jean-Jacques Desjardins; Madeleine Deslandes; Richard Desmarais; André Desrochers; Gabrielle Desrochers; Lucille Desroches; Rosa Desroches; Marguerite Desrosiers; Roger Desrosiers; Claude Désy; Jean Désy; Richard Devin; Michel Dignard; Bernadette Dion; Francine Dion; Martine Dion; Robert Dion; Denise Dionne; Jacques Dionne; Duy-An Do; Claudette Dominique; Paul Dorais; Marie L. Doran; Marc Doré; Andrée G. Dorion; Isabelle Dorion; Cécile Dorval Gagnon; Laval Doucet; Charles Dozois; Gérard Drainville; Gonzague Drapeau; Louise Drapeau; Mary Élizabeth Driscoll; Michèle Drissen; Bruno Drolet; Françoise Drolet; Jacques Drolet; Alice Drouin; Denise Drouin; Jean Drouin; Marc Drouin; Nicole Drouin; Raymond Drouin; Mariette Du Bois; François Dubé; Jeannette Dubé; Denis Dubeau; Florence Dubois; Richard Dubois; Thérèse Dubois; Claude Dubuc; Johanne Ducharme; Larry Ducharme; Georges Duchesne; Édouard Duchesneau; Yves Duchesneau; Jean-Pierre Ducruc; Francine Dufour; Gaston Dufour; Jean Marc Dufour; Madeleine Dufour; Marcel Dufour; René Dufour; Camille Dufresne; Lucie Dufresne; Lucie Dufresne; Georges Dugal; Lorraine Duguay; Marie Duguay; Gaston Dumais; Antoine Dumas; Guy Dumas; Fernand Dumont; Marie-France Dumont; Nelson Dumont; Renaldo Dumont; Anne-Marie Dumouchel; Marie Dumoulin; Lynne Duplain; Marc-André Dupont; Hélène-Louise Dupont-Élie; Jeanne P. Dupré; Marie-Thérèse Dupuis; Richard Dupuy; Georgette Durand; Michel Durand; Francine Durocher; Marie-Paule Durocher; Jean Duval; Georges E Gervais; Petit E.; Monsieur Jean Lauzon ; Éditions Wilson et Lafleur; Joan Edward; D. W. Ekker; Louise Elsliger; Juana Elustondo; Éric Giguère ; Denis Erpicum; Marie F. Roberge; Jean-Pierre Fabien; Marie Fabry; Martine Facal; Famille Deck-Léger; Gaétan Faubert; Daniel J. Faucher; Françoise C Faucher; Léo Faucher; Denyse Faure; Christiane Favreau; Raymonde Ferland; Monique Ferron; Denise Fillion; Nicole Fiore; Édith Fischer; Nicole Fleurant; Georgette Fleurent; André Fleury; Claude Fleury; Loisirs ; Betty J. Emperatori ; Denise Fontaine; Gaétan Fontaine; Madeleine Fontaine; Michel Fontaine; Pierre Forbes; Jacqueline Forest; Mariette Forest; Michel Forté; Gill Fortier; Clément Fortin; Daniel Fortin; Gladys Fortin; Jean-Paul Fortin; Johanne Fortin; Léo Fortin; Michel Fortin; Guilaine Fortmann; Johanne Fournier; Judith Fournier; Marie-Ange Fournier; Philippe Fragnier; Nicole Frascadore; Jacques Frechet; Louise Fréchette; Marcel Fréchette; Raymond Fredette; Frères du Sacré-Cœur; Maryse Frigon; Yvette Frigon; Winnie Frohn; Bernard Fruteau de Laclos; Hélène G. Blais; Franz G. Laporte; Bertrand Gaboriau; Diane Gaboury; François Gagné; Oscar Gagné; Pierre Gagné; Jean-Claude Gagnier; Alain Gagnon; André Gagnon; Claude Gagnon; Claude Gagnon; Danielle Gagnon; Germaine Gagnon; Henri-Paul Gagnon; Jocelyn Gagnon; Johanne Gagnon; Monique Gagnon; Régina Gagnon; Robin Gagnon; Roméo Gagnon; Rosaire Gagnon; Yvan Gagnon; Monsieur Pierre Gagnon ; Justin Gagnon-Gilbert; Louise Gamache; Philippe Garant; Jean-Claude Gardner; Donna Gail Gaudet; Marcel Gaudet; Gisèle Gaudette; Jean-Guy Gaudette; Robert Gaudin; Marcel Gaudreau; Maryelle C. Gaudreau; Jean-Guy Gaulin; Marguerite Gaulin; Benoit Gauthier; Denise Gauthier; Gilles Gauthier; Manon Gauthier; Yves Gauthier; Yvon Gauthier; Yvon Gauthier; Paulyne Gauvin; Luce-Maude Gendreau; Gilbert Gendron; Lucie Gendron; Mario Gendron; Maurice Gendron; Nicolas-Paul Gendron; Rolande Genest; Gérard Michaud ; Jacques Gérin; Julie Germain; Odette Germain; Paul Germain; Lise Gervais; Louise Gervais; Gestion

Mi-GEN inc.; Robert Giard; Roland Giguère; Martine Gilbert; Renaud Gilbert; Robert Gingras; Hervé Girard; Jean-Claude Girard; Alain Girouard; Mona Girouard; Diane Giroux; Jean-François Giroux; Louis Giroux; Lynda Giroux; Marguerite Giroux; Christiane Glaçon; André Gobeil; Alain Godbout; Gertrude Godin; Patrice Godin; Claire Gosselin; Colette Gosselin; Dominique Gosselin; Lucille Gosselin; Michelle Gosselin; Pierre Gosselin; Michel Goudreau; Louis Gougoux; Anne-Marie Goulet; Antoine Goulet; Claude Goulet; Maurice Goulet; Patricia Goulet; Édouard Goyette; Mathieu Goyette; Martine Graffin; Louise Gratton; Anne-Marie Gravel; Simone Gravel; Germain Grégoire; Michel Grégoire; Constance Grenier; Pascal Grenier; Louise Grondin; Réal Grondin; Ubald Grondin; Lise Grondines; Bruno Grossman; Lucille Groulx; Gilbert Groussett; Jean-Pierre Guay; Jean-Pierre Guay; Michelle Guay; Gilles Guénette; Jean-Sébastien Guénette; Hélène Guérette; Rachel Guérette; Diane Guérin; Pierre Guérin; Alain Guillemette; Vianney Guillemette; Joseph Guilmard; Noëlla Guilmette; Ghislaine Guindon; H. Archambault / S. Morin; Danielle Haché; Jacqueline Hackney; Lucette Hade; Lise Hahn; Paule Halley; Camille Hamel; Dr. Pierre Hamel; François Hamel; Jean Hamel; Jocelyn Hamel; Lyne Hamel; Jocelyne Hamelin; Léo Harnois; Richard Harrington; Bertrand Harvey; Denis Harvey; Denise S. Harvey; Maurice Harvey; Jana Havrankova; Réjean Hays; Claire Hébert; Claude Hébert; Daniel Hébert; Jean Hébert; Paule Hébert; Pierre Hébert; Pierre Hébert; Rita Hébert; Roland Hébert; Andrée Hélie; Héritage Saint-Bernard inc.; Raymond Hétu; Gaston Hogue; Germain Hotte; Alain Houle; Annette Houle; Bruno Houle; Ginette Houle; Johanne Houle; Lucie Houle; Rachel Houle; Antoinette Houle-Lamarre; Andrew Howick; Jean-Guy Hudon; Raymond Hudon; André Huot; Gemma T. Huot; Jacques Huot; Jacques Huot; Sylvie Hurtubise; Yves Hurtubise; Louis Imbeau; Albert J. Bouffard; Normand Jacob; Robert Jacques; Danielle Jasmin; Alex Serge Jean; André Jean; Marthe Jean; Denis Jeffrey; Fernande Jobin; François Jobin; Huguette Jodoin; Roderick Jodoin; Patricia Johnston; Allain Joly; Jean-Pierre Joly; Louise Joly; Raymond Joly; Richard Joly; Henri Joncas; Isabelle Joncas; Michel Julien; Adrienne Juneau; Maryse Jutras; Pierre Kemp; Iona Kerner; Peter M. Kilburn; Stephen Knowles; Tania W. Krieger; Renée L'Heureux; Monique L. Forté; Janine L. Gagnon; Ann L. Raymond; Denise L. Smith; Pierre-Jean La Porte; Louis-J. La Rocque; Armand Labbé; Diane Labbé; Gilles Labbé; Louise Labbé; Oscar Labbé; Christine Labelle; Françoise Labelle; Maryse Labelle; Michèle Labelle; Louis-Joseph Laberge; Raymond Laberge; Yolande Labonté; Claude Labrecque; Claude Labrecque; Louise-Geneviève Labrecque; Pascal Labrecque; Christian Labrie; Christine Labrie; Suzanne Labrie; Denis Lacasse; Denise Lacasse; Jean-Yves Lacasse; Bernard Lachance; Marcel Lachance; Jean Lachapelle; Roger Lachapelle; Pierrette Lacoste Caron; Estelle Lacoursière; Édith Lacroix; Norbert Lacroix; Pierre Lacroix; André Ladouceur; Hélène Laflamme; Rosaire Laflamme; Richard Lafleur; Jean-Paul Lafont; Jacques Lafontaine; Luc Laforest; Josette Lafortune; Louise Lagacé; Paul Lagacé; Anne-Marie Laganière; Gilles Lahaie; Michelle Lahaie; Paul Lajoie; Denise Lalonde; André Laliberté; Denise Laliberté; Jacques Laliberté; Linda Lallier; Claire Lalonde; Pierre Lalongé; Annette Lalumière; Françoise Lamarche; Jean Lamarre; Alain Lambert; Hugo Lambert; Marc Lambert; Rolande Lambert; Suzanne Lambert; Claude Lamontagne; Jacques Lamontagne; Marcel Lamontagne; Marthe Lamontagne; Régis Lamontagne; Claire Lamothe; Hélène Lamothe; Sylvie Lamothe; Michel Lamoureux; Gisèle Landry; Johanne Landry; Manon Landry; Peter Landry; Yvan Landry; Hilde Lange; Stéphane Langevin; Pierre Langlois; Serge Langlois; Gaétan Laniel; Jacqueline Lanouette; Gaétan Lantagne; Cécile Lanthier; Jean-Jacques Laperrière; Richard Laperrière; Pierrette Lapière; Irène Lapointe; Marc Lapointe; Richard Lapointe; Roger Lapointe; Denise Laporte; Francine Larivée; Edgar Larivière; Claude Laroche; Gilles Laroche; Jocelyne Larocque; Patrice Larocque; Jacques Larose; Suzanne Larose; Vincent Larose; Lisette Larouche; Florida Lasalle; Ginette Lasanté; Jacques Latour; Madeleine Latour; Jean-Marie Latreille; Léo-Paul Lauzon; Rolande Lauzon; Ghislaine Lavallée; Pierrette Lavallée; Micheline Lavigne; Robert Lavigne; Fabienne Lavoie; Hubert Lavoie; Jacqueline Lavoie; Maurice Lavoie; Nicolas Lavoie; Andrée Le Blanc; Hélène Le Blond; Lucie Le Bon Villeneuve; Cécile Lebel; Gaétan Lebel; Maurice Lebel; André Leblanc; Carole Leblanc; Daniel Leblanc; Dany Leblanc; Maryse Leblanc; Robert Leblanc; Sylvie Leblanc; Michèle Leblond; Candide Leclerc; Gilles Leclerc; Marc Leclerc; Nicole Leclerc; Claudine Leclerc; Renaseau; Hélène Leclère; Paul Lecomte; Pierre Lecoq; Guy Lecours; Brigitte Leduc; Marie Lefrançois-Vibien; Gabrielle Lefebvre; Jasmin Lefebvre; Luce Lefebvre; Maryse Lefebvre; Claude Lefrançois; Henri Lefrançois; Warren Lefrançois; Pierre Légaré; Françoise Legault; Hélène Legault; Jean Legault; Pierre Paul Legault; Richard Legault; Chantal Léger; Jean Léger; John Lehnert; François Lemaître; Lise Lemay; Raymonde Lemay; Gérald Lemieux et Martine Caron; Charles Lemire; Josée Lemire; Pierre Lemire; Martin Lemmens; Jacqueline Lemon; Normand Lemyre; Claudine Lenoir; François Léonard; Martin Lepage; Guy Lépine; Jean Lépine; Maurice Lépine; Paul Lépine; Jean-François Leroux; Réjean Leroux; Michel Leclerc; Loyola Leroux; Les Servantes du Très Saint-Sacrement; Les Sœurs de Marie Réparatrice; Les Ursulines; Gaétan Lesage; Laurent Lesage; Annik Lescop; Claude Lessard; Jean Lessard; Serge Lessard; Manon Lessard-Bélangier; Carol Létourneau; Denise Létourneau; Bernard Lévassour; Clarisse Lévesque; Colette Lévesque; Guy Lévesque; Jacques Lévesque; Micheline Lévesque; Nicole Lévesque; Josée Liby; Pierre Lincourt; Ruth Rose Lizee; Roger Locas; Marcel Longpré; France Lord; Rolland Lord; Guy Lortie; Jean Lortie; Jean-Yves Loslier; Angèle Lussier; M. Lussier; Michèle Lussier; Pierre Lussier; Tina Lyrette; Alberta M. Léger; Yvan Maciel; Francine Magnan; Louise Magny; Michelle Lavigne Maillé; Nathalie Maillette; Marielle Mailloux; Bruno Mainville; SS. de St-François-d'Assise Maison Provinciale; Louise Malenfant; Fernande Mallette; Jeanne Malo; Ernest Maltais; Albert Maniet; Jean Mantha; Normand Many; Jean Marceau; Louise Marchand; Madeleine Marchand; Michel Marcheterre; Jean-Paul Marcil; Josée Marcil; Marie-Paul Marcil-Dandois; Lucienne Marcotte; Roger Marcotte; Hélène Marcotte Roberts; Francine Marcoux; Sylvie Marcoux; Jean Maréchal; Guy Marineau; Émérentienne Marois; Suzanne Marot; Philippe Marquis; Luc Marsolais; Gilles Marsot; Christiane Martel; Louise Martel; Monique Martel; Réjeanne Martel; Pierrette Martin; Paul-André Martineau; Léonard Marziliano; Bernard Massé; Claude Massé; Laval Masson; Georges Mathews; Germaine Mathon; Yvanhoe Matte; Claire Maufette; Paul Maurenbrecher; Denise Mayer; Raymond Mayer; Jacqueline Mazet; Bernard Mc Nicoll; France McNeil; Jacques Meloche; Jean-François Ménard; Normand Ménard; Thérèse Ménard; Maurice Mercier; Priscille Mercier; Louis Messely; Karen Messing; Thérèse Méthé; Jacques Méthot; Jean Métivier; André Metzger; Sébastien Michaelis; Aline Michaud; Jean-Paul Michaud; Jeanne Michaud; Micheline Michaud; Sylvie Michaud; Madeleine Milette; Sylvie Milhomme; Esther Mireault; Madeleine Miron; Jocelyn Moffet; Marguerite Moisan; Marjolaine Moisan; Monastère des Carmélites; Monastère des Ursulines de Québec; Pierre Moncion; Maurice Monette; Marie-Andrée Mongeau; Serge Mongeau; Joachim Mongrain; André Morasse; Pierre Moreau; Richard Morel; Adèle Morin; Claude Morin; Edith Morin; Jean Morin; Lucie Morin; Lucie Morin; Marguerite Morin; Michel Morin; Odette Morin; Pauline Morin; Réjean Morin; Simon Morin; Richard Morisset; Alberte Morissette; Evelyn Morneau; François Morneau; Gaston Morneau; Robert Morneau; Daniel Mottin; Jean-Claude Muller; François Munilla; Aline Murray-Procureur; Monsieur Yves Lauzière; Nicole Nadeau; Pierre Nadeau; Pierre Nadeau; Christian Nanchen; Marie-Paule Nantel; Philippe Nantel; Édith Smeesters; Rose-Hélène Naud; Jacques Nault; Claude Nepveu; Daniel Néron; Eva Neumann; Gabriel Neyron; Louis Noël; Marcel Noël; Pierre Noël; Robert Noiseux; Hélène Nolin; Marguerite A. Normandeau; Pierre Normandin; Robert Normandin; Diane Noury; Marthe O'Connor; Friedrich Oehmichen; Stéphane Olivier; Pierre Ostigny; A.F. Ouellet; Cécile Ouellet; Denis Ouellet; Gilles Ouellet; Jean Ouellet; Lise Ouellet; Lise Ouellet; Nicole Ouellet; Paul Ouellet; Roger Ouellet; Luc Ouimet; Yolande Ouimet; Marthe P. Bouchard; Lucienne P. Duval; Jeannette P. Proulx; Jean-Guy Pagé; Lise D. Pagé; Lucie Pagé; Michel Pageau; Robert Pageau; Thérèse Pageau; Annette Paiement; Aubert Pallascio;

Francine Panneton; Yvette Papillon; Claude Papineau; J. Bernard Papineau; Donald Paquet; Janine Paquet; Jacques Paquette; Jean-Marie Paquette; Jacques Paquin; G. Paradis; Ginette Paradis; Noëlla Paradis; Odile Paradis; Yves Paradis; Cécile Paré; Annie Parent; Étienne Parent; Luc Parent; Lucie Parent; Gérald Parenteau; Marie-Christine Paret; Francine Paris; Lucie Parizeau; Louis Parrot; Marc Parrot; Claude Patoine; Constant Paul-Hus; Pierre Paulhus; Henri Payette; Pierre Payette; Angèle Pelchat; Gertrude Pelchat-Gosselin; André Pelletier; Guylaine Pelletier; Jeanne D'Arc Pelletier; Lucille Pelletier; Pierre Pelletier; Réal Pelletier; Renée Pelletier; Romain Pelletier; Thais Pelletier; Françoise Péloquin; Adrienne Pépin; Françoise Pépin; Gaétan Pépin; René Pépin; Ghislaine Périgny; Hélène Perras; Agathe Perreault; Marie Perreault; Onil Perrier; Monique Perron; Robert Pérusse; Alain Petit; Pfizer Canada inc.; Antonine Phaneuf; Gilles Phaneuf; Denyse Phénix; Jean-Guy Picard; Martine Picard; Michèle Piedalue; Lucien Pilon; Monique Pilon; Lucile Pilon Gagnon; Régis Pilote; Normand Pinard; Edmond Pinsonnault; Lyette Pître; Jean Piuze; Denise Plante; Laurette Plante; Louise Plante; Patricia Plante; Roger Plante; Claire Plante Lambin; Michel Plouffe; Françoise Poirier; Johanne Poirier; Marielle Poirier; Richard Poirier; Rosaire Poirier; Francine Poissant; Guylaine Poissant; Claude Poisson; Irène Poitras; Madeleine Poitras; Louise Pomerleau; Rita Pothier; Anne Potvin; Denis Poulet; André Poulin; Marie-Josée Poulin; Paulyne Poulin; Pierre Poulin; Suzanne Poulin; Yves Poulin; Isabelle Pouliot; Kathleen Pouliot; Patick Poyet; France Pratte Gagnon; Denis Prémont; Marielle Prémont; Yolande Prénoveau; Claire Prévost; Michel Prévost; Lucille Prince; Madame Diane Joubert ; Jean Pronovost; Germaine Proulx; Henri-Paul Proulx; Jacques Proulx; Victoire Proulx; Carole Provost; Guy Provost; Serge Prud'Homme; Marie-Line Prudhomme; Québec'Ère; Johanne Quévillon; Marie Quintal; Marie-Andrée Quintal; Gordon R. Davis; Claude Racine; Rachel Rainville; Normand Rajotte; Carole Ramsay; Catherine Ranger; RAPPEL; Eugène Raymond; Paul Raymond; Richard Raymond; Sylvain Raymond; Christian Reber; Gérard Régnier; Daniel Reid; Madeleine Reid; Réal Reid; Religieux du Très-St-Sacrement du Québec; Réjeanne Rémillard Falaise; Paul-André Renaud; Simon Renaud; Rév. G. Émile Martin; Linda Reven; Élizabéth Revil; Clairette Rheault; Héloïse Rhéault; Marcel Rheault; Fernande Rhéaume; André Richard; Pierre Richard; Gaétan Richer; Sébastien Richer; Jeannine Riendeau; G. Riopel; Daniel Rioux; Johanne Rioux; Paul Rioux; Rachel Rioux; Marguerite Rivard; Jacqueline Rivard-Trudel; Jean Rivet; Claude Roberge; Jean-Marc Roberge; Gilles Robert; Jean Robert; Jean-Marie Robert; Louis Robert; Roberte Robert; Suzanne Robert; Gilberte P. Roberts; Lise Robichaud; Guy Robillard; Jacques Robillard; Denys Robitaille; Jacques Robitaille; Pierrette Robitaille; Louise Roch; Antoni Rocheleau; Luce Rochon; Patricia Rochon; Céline Rodrigue; Claudette Rodrigue; Sandra Rodrigue; Yolande Rodrigue; Chantal Rolland; Thérèse Romer; François Rompré; Marguerite Ronaldo; Blandine Rondeau; Henri Rondeau; Mike Rosen; Julie Ross; Célyne Rouleau; Denis Rousseau; L. Rousseau; Louis Rousseau; Louise Rousseau; Nicole Rousseau; Christian Roux; Bernadin Roy; Daniel Roy; Denis Roy; Denise Roy; Fernand Roy; Fernande Roy; Francine Roy; Gertrude Roy; Jean Roy; Lucie Roy; Lucie Roy; Marianne Roy; Réjean Roy; Serge Roy; Suzanne Roy; Victor Roy; Antoine Royer; Justiane Ruel; Jacques Ryan; Jeannine Sabourin; Denis Saint-Amand; Bernard Saint-Amour; Jean Saint-Arnaud; Luce Saint-Georges; Réal Saint-Jean; René Saint-Laurent; Yvon Saint-Onge; Madeleine Saint-Pierre; Normand Salman; Adrien Salois; Juliette Salvail; Diane Samson; Gilles Samson; Jeannise Samson; Madeleine Samson; Lise Santerre; Bertrand Saucier; Claire B Saulnier; Alain Sauriol; Colette Savard; Mariette Savard; Gabriel Savoie; Jacqueline Savoie; Bernard Schami; Bernard Schami; Liliane Schneiter; Rose-Marie Scribe; Jean-Baptiste Séguin; David Sehl; Laurette Sénécal; Roger Sénécal; David E. Sergeant; Maurice Servranckx; Anne-Marie Shebib; Denyse Shehyn Lamarre; Gwen Shiels; Dave Shutler; Jean-Claude Sicard; Cédulie Simard; Gilbert Simard; Jacqueline Simard; Monique Simard; Solange Simard; Françoise Simoneau; Marc Sinotte; Marie Sirois; Martine Sirois; Maryse Sirois; Paul-Étienne Sirois; Eddy Slater; Monsieur Michel Michaud ; Monsieur Daniel Bergeron ; Monsieur Raymond Rioux ; Madame Agathe Savard ; Sœurs de Saint- Joseph de Saint-Vallier; Sophie Lalonde et Pierre Drapeau; Alpha plantes de bureau inc. ; Michael Spencer; Édouard Spiegle; A. St-Amant; Pierre St-Aubin; Françoise St-Denis; Ghislaine St-Jean; Marthe St-Jean; Donat St-Laurent; Jocelyne St-Onge; Claire St-Pierre; Edward Stansbury; Francyne Ste-Marie; Irena Stempkowski; Madeleine Stewart; Stratégies St-Laurent; Charles-Henri Sylvain; Robert Sylvain; André Sylvestre; CLSC Côte-des-Neiges ; Syndicat de l'enseignement des Vieilles-Forges; CSN ; Gérard Szaraz; Sonia Szirti; Normand Taillefer; Jean Dominique Talbot; Denis Tanguay; Yolande L. Tanguay; Louise Tardif; Yves Tassé; Martin Taylor; Françoise Tellier; Nicole Tellier; Jacqueline Tessier; M. G. Robert Tessier; Marie-Laure Tessier; Michel Tessier; Pauline Théberge; Maurice Thériault; Marcel Thérout; André Therrien; Danielle Therrien; André Thibault; Claude Thibault; Guy Thibault; Jean-Louis Thibault; Linda Thibault; Paul Thibault; Diane Thibeault; Fabienne Thibert; René Thiffault; Francis Thompson; Daniel Thouin; Marco Touchette; Claude Toupin; Martine Tourangeau; Thérèse Tourigny; Daniel Toussaint; Cécile Touzin-Saint-Pierre; Angelo & Maria Trivisano; André Tremblay; Annie Tremblay; Antoinette Tremblay; Chantal Tremblay; Georges-Étienne Tremblay; Germaine Tremblay; Gilles Tremblay; Guy Tremblay; Jacques Tremblay; Lise Tremblay; Michel Tremblay; Michelle Tremblay; Raymonde Tremblay; Roland Tremblay; Marie-Odile Trépanier; Ronald Trépanier; Jeanne d'Arc Trottier; Marie-Fleurette Trottier; Gilbert Troutet; Georgette Trudeau; Thérèse Trudeau; Denyse Trudel; Denis Turcotte; Marie-France Turcotte; Marina Turcotte; Lucie Turcotte-Arcand; Jacques Turgeon; Louis Turgeon; Marie-Josée Turmel; Monsieur Guy Fitzgerald ; Gabrielle V. Hébert; Gérard Vachon; Laurent Vachon; Hélène Vaillancourt; Nadia Vaillancourt; Thérèse Vaillancourt; Roch Valin; Bernard Valiquette; Jocelyne Valois; Daniel Vanasse; Michel Vandal; Christine Vanneste; Anne Vanneville; Lucie Veillette; Martin Veillette; Carole Veilleux; Christine Veilleux; Denis Vendette; Michèle Verheyden; Suzanne Vermette; Sylvie Vermeulen; Suzanne Verstraete; Louis Vézina; Fortunate Viens; Léo Vigneault; Nicole Villeneuve; Pierre-Olivier Vincent; Amanda Vincent; Daniel Vinet; Éric Vinet; Pierre Viviers; Réal Voyer; Michel Wapler; Thomas Welt; Claudette Wilson; Linda Wilson; Lise Woods; Rita B. Wouters; Michel Yergeau; Steve Zalac; Michel Zevort.

L'UQCN est fière de compter sur votre appui et

remercie chaleureusement tous et chacun d'entre vous !

COMMUNIQUÉS et REVUE DE PRESSE 2000 - 2001